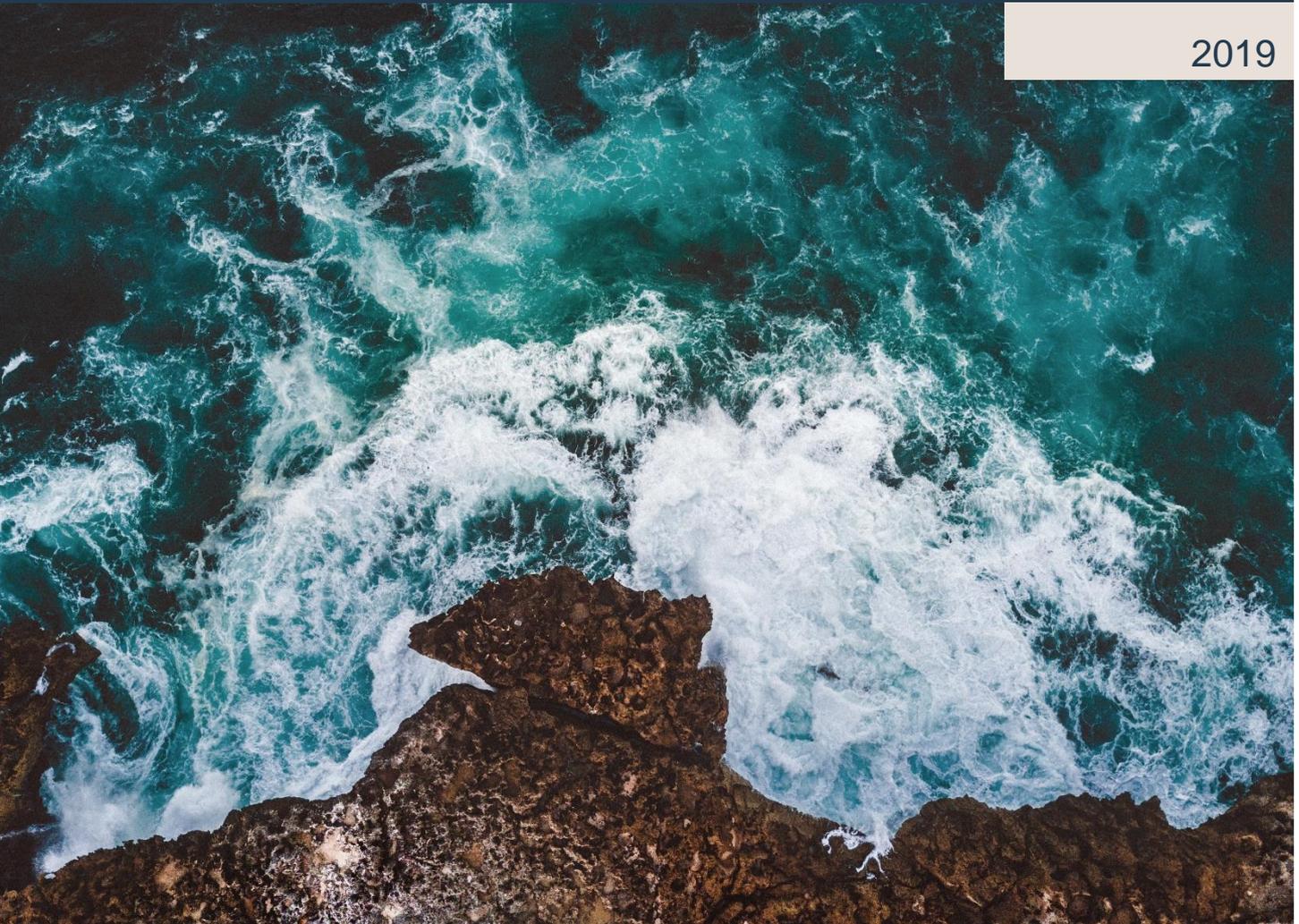


# Rapport d'engagement de Mirova

2019



An affiliate of:



*Ce document est destiné à rendre compte du dialogue de Mirova instauré avec des entreprises et des décideurs politiques en 2019 afin de contribuer à l'élaboration de pratiques plus durables.*

La philosophie d'investissement de Mirova repose sur la conviction que le développement durable est une source d'innovation rentable. Cette stratégie permet à Mirova d'assurer à ses clients une performance financière constante à moyen et à long terme. En effet, non seulement l'investissement qui tient compte des opportunités et des enjeux du développement durable génère des avantages financiers, mais il produit en outre des effets indirects positifs à la fois sur l'économie et sur la performance de long terme. Notre politique d'engagement ambitieuse multiplie ces effets tout en enrichissant la connaissance de Mirova sur le développement durable et sur la manière dont il affecte notre société.

En sa qualité d'investisseur responsable, Mirova souhaite accroître les effets positifs de ses choix d'investissement grâce à une démarche d'engagement proactive. Ainsi, Mirova cherche activement à nouer le dialogue avec des décideurs politiques et économiques afin de créer un environnement propice à l'investissement responsable. Mirova évalue de plus en plus les résultats de ces échanges pour s'assurer qu'ils ont permis une amélioration des pratiques des entreprises et ont contribué à la transparence.

Nos efforts soutenus en matière d'engagement nous permettent de mettre notre expertise à profit dans de nombreux secteurs et d'encourager les entreprises à adopter des stratégies en adéquation avec les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Comme en attestent nos publications, Mirova est en mesure d'identifier les principaux risques et opportunités d'investissement dans chaque secteur, ainsi que la manière dont ces éléments sont liés aux ODD. En 2019, nous avons incité les entreprises non seulement à faire preuve de plus de transparence dans leurs efforts environnementaux, mais également à améliorer leurs pratiques dans leur ensemble, par exemple en développant des solutions aux questions ESG. Pour ce qui est des obligations vertes, il demeure essentiel de maintenir l'intégrité du marché pour les projets financés et la qualité des rapports sur ces actifs.

# Sommaire

La stratégie d'engagement de Mirova.....	4
1. Approche d'engagement.....	4
2. Engager le dialogue avec les entreprises.....	5
3. Engager le dialogue avec les régulateurs des marchés.....	5
I. Engagement individuel.....	6
1. Synthèse et chiffres clés.....	6
2. Actions cotées.....	7
3. Focus thématique.....	30
4. Influence par l'exercice du droit de vote.....	32
5. Amélioration des obligations vertes et sociales.....	34
6. Infrastructures responsables.....	37
II. Engagement collaboratif.....	39
1. Objectifs.....	39
2. L'approche de Mirova.....	39
3. Synthèse et chiffres clés.....	40
5. AUTRES INITIATIVES D'ENGAGEMENT COLLABORATIF.....	45
6. Initiatives d'engagement dans le cadre de la plateforme des PRI.....	52
III. Plaidoyer.....	55
1. Synthèse et chiffres clés.....	55
2. Plaidoyer chez Mirova.....	56
3. Actions spécifiques menées en 2019.....	57
4. Sur le plan financier.....	60
5. Soutien aux chaires universitaires.....	61
PROMOUVOIR NOTRE VISION DE LA FINANCE DURABLE AUX ÉTATS-UNIS.....	62
Annexes.....	63
1. Processus de l'engagement individuel.....	63
2. Objectifs de développement durable.....	66
Mentions légales.....	67

# La stratégie d'engagement de Mirova

Par leur influence, les investisseurs peuvent amener les entreprises à effectuer des changements opérationnels et stratégiques spécifiques afin de maximiser la valeur pour les actionnaires, notamment en limitant les risques et en multipliant les opportunités en lien avec un investissement. En tant qu'investisseur responsable, Mirova tient également compte de l'ensemble des répercussions de chaque investissement sur la société et sur l'environnement, afin d'encourager les entreprises dans lesquelles elle investit à améliorer leurs pratiques.

## 1. Approche d'engagement

En tant qu'investisseur actif, Mirova place le développement durable au cœur de sa stratégie pour que nos investissements contribuent positivement à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD)<sup>1</sup>. En promouvant de manière directe et indirecte de meilleures pratiques environnementales, sociales et de gouvernance, notre démarche d'engagement vise la création de valeur à long terme pour la société dans son ensemble.

**Figure 1 : Approche de l'engagement de Mirova**

OBJECTIF	1. Amélioration des pratiques des entreprises		2. Contribution au développement du marché IR
CIBLE	ENTREPRISES		RÉGULATEURS MARCHÉ IR
QUOI	Engagement individuel	Engagement collaboratif	Plaidoyer
QUI	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au niveau des entreprises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plusieurs entreprises du secteur</li> <li>Secteur/Associations professionnelles</li> <li>Régulateurs</li> <li>Parties prenantes concernées (ONG, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur IR/associations professionnelles</li> <li>Décideurs publics/régulateurs publics</li> <li>Parties prenantes concernées (organisations internationales, ONG, etc.)</li> </ul>
COMMENT	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vote</li> <li>Dialogue constant avec l'entreprise</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Groupes d'investisseurs</li> <li>Campagnes de parties prenantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déclaration d'investisseurs</li> <li>Groupes de travail</li> </ul>



Source : Mirova, 2019

<sup>1</sup> Cf. l'annexe 3 pour les informations détaillées sur les objectifs de développement durable.

Mirova a élaboré une approche en **deux volets** pour partager sa vision de l'investissement. Elle s'engage auprès des entreprises, d'une part, et avec les régulateurs des marchés, d'autre part.

## 2. Engager le dialogue avec les entreprises



**Engagement avec des entreprises individuelles** — Les analystes de l'investissement responsable s'engagent dans un dialogue avec les entreprises qui représentent l'essentiel des portefeuilles actions et obligations de Mirova. Ce type d'engagement vise non seulement à encourager des entreprises à adopter de meilleures pratiques ESG, mais les incite également au développement de solutions aux principaux défis environnementaux et sociaux dans chaque secteur au moyen de produits et services spécifiques.

**“360+ réunions” ~ 290 entreprises ciblées**



**Engagement collaboratif** — Afin d'identifier des pratiques controversées à l'échelle du secteur et au niveau des entreprises, et promouvoir une plus grande transparence sur ces questions, Mirova s'associe à d'autres investisseurs ainsi qu'aux représentants de la société civile. L'engagement collaboratif permet de mettre en place un dialogue avec des entreprises et, lorsque cela est nécessaire, de demander aux entreprises de changer leurs pratiques.

En 2014, dans le cadre de cette stratégie, Mirova a lancé une **Plateforme d'engagement collaboratif** qui rassemble ses propres experts et les représentants de ses clients, afin de créer un outil qui peut être utilisé afin d'inciter, au moyen d'une étroite interaction, les entreprises et les organismes financiers à adopter de meilleures pratiques.

**“23 initiatives soutenues” ~ 300<sup>2</sup> entreprises engagées**

**“1 initiative lancée sur l'égalité des sexes**

## 3. Engager le dialogue avec les régulateurs des marchés



**Plaidoyer** — Mirova partage sa vision de l'investissement afin d'améliorer les normes et les réglementations dans l'ensemble du secteur financier et d'encourager l'investissement durable et les pratiques orientées vers le long terme. En effet, Mirova s'engage à promouvoir des réglementations (notamment des modifications législatives, des normes et des labels) et des pratiques favorables à l'investissement durable, créateur de valeur à long terme.

**“30 forums et associations du secteur**

<sup>2</sup>Un double comptage peut avoir lieu, car certaines entreprises sont parfois ciblées par deux engagements collaboratifs différents.

# I. Engagement individuel

## 1. Synthèse et chiffres clés



**ACTIONS COTÉES**

**291** entreprises ciblées<sup>3</sup>



**AXE THÉMATIQUE**

**288** entreprises ciblées par notre stratégie de l'emploi en France



**VOTE**

**22,8 %** taux de contestation moyen en 2019 contre 31,5 % en 2018



**OBLIGATIONS VERTES ET SOCIALES**

**63** émetteurs ciblés



**INFRASTRUCTURES RESPONSABLES**

**11** projets concernés par l'engagement

<sup>3</sup> En 2019, Mirova a donc contacté 291 entreprises dans chaque secteur concerné afin de discuter de leurs performances et pratiques ESG.

## 2. Actions cotées

### ENGAGEMENT PAR SECTEUR

Tout au long de l'année, l'équipe de Recherche ISR de Mirova entretient un dialogue avec les entreprises des portefeuilles actions pour les encourager à améliorer leurs pratiques ESG. Cet échange porte à la fois sur les risques et les opportunités du développement durable (Figure 2).

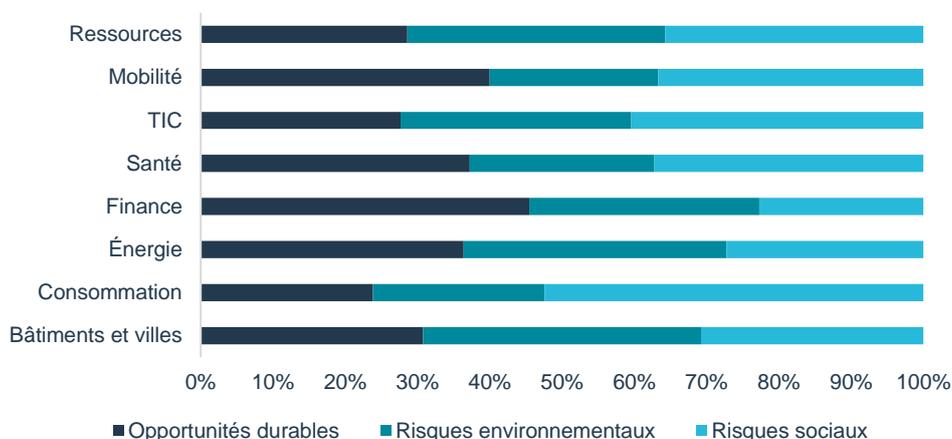
Les opportunités peuvent être réparties en deux catégories :

- **développement de produits financiers verts et sociaux** : Mirova encourage les entreprises à augmenter la proportion de produits ou services à valeur ajoutée durable dans leurs portefeuilles ;
- **bénéfiques environnementaux et sociaux** des produits et services, axés sur l'accroissement des avantages en matière de durabilité des produits et services existants.

L'engagement qui porte sur les risques clés peut également être divisé en deux catégories :

- **risques sociaux** : ce thème se divise lui-même en 7 sous-catégories (santé du consommateur, santé et sécurité, ressources humaines, droits de l'homme, marketing responsable, restructuration et chaîne d'approvisionnement) ;
- **risques environnementaux** qui peuvent être classés en 4 sous-catégories (biodiversité, changement climatique, chaîne d'approvisionnement et épuisement des ressources).

**Figure 2 : Engagement par thème et par macrosecteur en 2019**



Source : Mirova, 2019

Outre les enjeux propres à chaque entreprise, nous nous sommes également concentrés sur quelques problématiques plus larges.

**Gouvernance du développement durable** : les efforts d'engagement axés sur les structures de gouvernance environnementale des entreprises incluent des incitations pour la mise en place de pratiques environnementales aux plus hauts niveaux décisionnels. En effet, nous continuons à promouvoir la création de comités de développement durable au sein des conseils d'administration, l'introduction de critères extrafinanciers pour déterminer la rémunération des cadres, la publication d'un rapport audité et certifié sur la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) et la transparence sur le paiement des impôts.

**Équité salariale** : afin de s'assurer de la répartition équitable de la valeur entre tous les intervenants, Mirova consulte les entreprises sur leurs méthodes et leurs pratiques en la matière.

**Mesurer la contribution aux ODD** pour mieux comprendre les impacts des activités des entreprises sur les différents enjeux sociaux et environnementaux : nous encourageons les entreprises à travailler à l'élaboration d'indicateurs quantitatifs qui sont à même de mieux mesurer leur contribution aux ODD. Pour les entreprises dont l'empreinte carbone est conséquente, nous recommandons d'utiliser une analyse fondée sur le cycle de vie qui tient compte à la fois des impacts directs et indirects des produits et services sur les émissions de GES, ainsi que des émissions de carbone évitées.



## BÂTIMENTS ET VILLES



Ce secteur concerne les entreprises dont les activités portent sur l'équipement des chantiers, les infrastructures, les matériaux de construction et la vente de l'immobilier. Le secteur « bâtiments et villes » fait face à des enjeux environnementaux de première importance, tant au niveau du changement climatique que concernant l'un des droits de l'homme fondamental : le droit au logement. Notre engagement se concentre donc essentiellement sur la recherche de solutions permettant de répondre à ces enjeux. Par exemple, l'une des possibilités est que les entreprises travaillent sur l'optimisation de l'efficacité énergétique des bâtiments et le déploiement de logements résistants, décents et accessibles.

Sur le plan des risques environnementaux et sociaux directs, les entreprises du secteur sont exposées à des aléas similaires : elles doivent respecter les normes internationales du travail et atténuer l'impact négatif de leurs chaînes d'approvisionnement sur les écosystèmes locaux. En effet, l'exploitation minière, la production de matériaux de construction et la construction de bâtiments ont une forte empreinte environnementale.

“9 entreprises ciblées en 2019

### Bilan de l'engagement

Depuis plusieurs années, les entreprises du secteur « bâtiments et villes », largement sensibilisées à l'enjeu climatique, intensifient leurs efforts afin de réduire les émissions associées à leurs activités au niveau du processus de production des matériaux comme en termes d'efficacité énergétique des parcs immobiliers détenus.

Nous encourageons les acteurs du secteur à aller au-delà de ces améliorations en incluant une analyse complète du cycle de vie de leurs activités dans leurs processus décisionnels portant sur l'investissement. Ainsi, nous nous sommes engagés activement auprès des promoteurs immobiliers et des propriétaires sur des sujets spécifiques comme l'artificialisation des sols et l'accessibilité des transports en commun. Les sociétés immobilières jouent en effet un rôle clé dans l'atténuation de l'empreinte environnementale du secteur et tout particulièrement dans la limitation de l'étalement urbain. Elles sont donc incitées à se développer ou à effectuer des acquisitions dans des zones déjà aménagées et artificialisées.

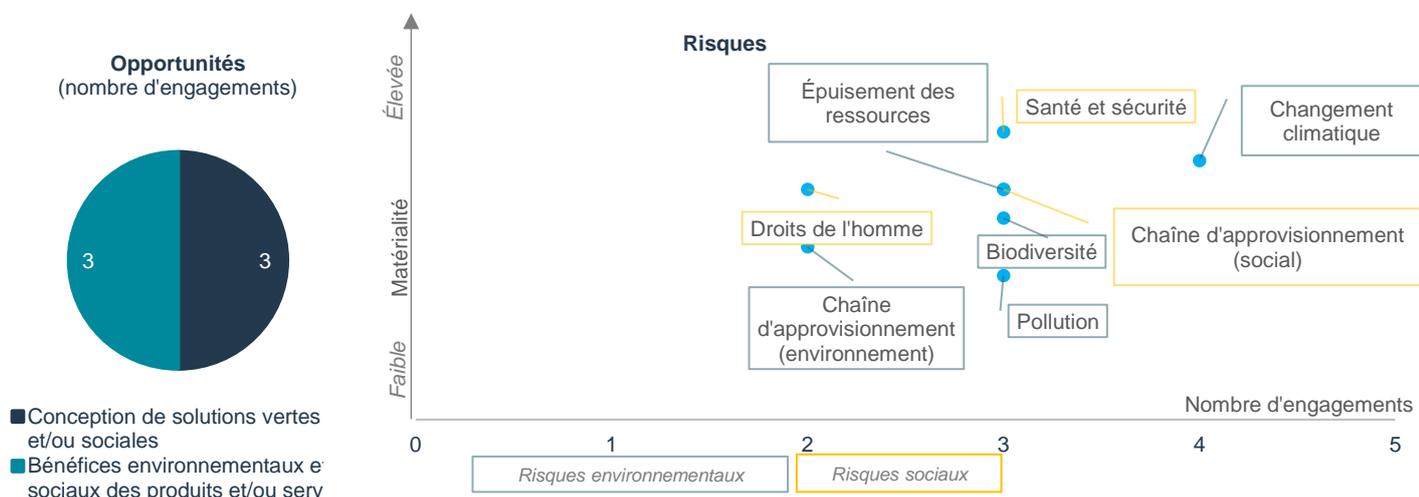
Parmi les points importants d'analyse de l'empreinte carbone des actifs en portefeuille figure l'accessibilité des bâtiments. Ainsi, les émissions liées au transport des personnes jusqu'à un centre commercial représentent l'essentiel de cette empreinte. Nous encourageons alors les entreprises du secteur à prendre cet aspect en considération au moment de décider de leurs investissements. Les entreprises sont généralement promptes à favoriser les biens accessibles en transports en commun et à soutenir le développement des solutions de mobilité écologique (notamment, par l'installation de parkings à vélos ou de bornes de rechargement pour les voitures électriques).

Bien que les entreprises du secteur aient tendance à instaurer des pratiques de plus en plus avancées pour réduire leurs émissions directes, peu d'entre elles communiquent à

ce sujet au-delà de ce périmètre de responsabilité initial. En effet, les entreprises se focalisent plutôt sur la communication à propos de leurs actions directes. Ce périmètre se limite bien souvent à la consommation théorique du bâtiment au moment de son acquisition ou à la consommation dans les espaces communs gérés par ces entreprises. Cependant, la majeure partie de la consommation énergétique des bâtiments provient des locations, or les entreprises ont peu d'emprise sur ce segment. Nous encourageons les sociétés immobilières à initier un dialogue constructif avec les propriétaires, les gestionnaires et les locataires en proposant un contrôle systématique et l'aide à la gestion des différents appareils de consommation (électricité, chauffage, eau). L'objectif ultime est de partager les meilleures pratiques et d'optimiser la consommation de l'ensemble du bâtiment.

Enfin, nous favorisons la transparence sur le périmètre de reporting existant afin de pouvoir évaluer avec précision l'efficacité de l'entreprise à réduire son impact environnemental.

**Figure 3 : Engagement sur les risques et les opportunités de développement durable dans le secteur du bâtiment en 2019**



Source : Mirova, 2019

### L'engagement en pratique : Icade

Depuis plusieurs années, Mirova et Icade mènent un dialogue constructif sur les pratiques environnementales du groupe. Ces questions, aujourd'hui considérées comme prioritaires, sont portées à la connaissance des instances dirigeantes de l'entreprise au plus haut niveau.

En 2019, nous avons participé à une consultation des investisseurs destinée à soutenir l'entreprise dans l'amélioration de ses pratiques en matière de reporting et à mieux comprendre les attentes des investisseurs concernant les enjeux du développement durable. Mirova a reconnu l'importance des questions prioritaires soulevées par Icade, telles que la préservation de la biodiversité, l'impact des activités de l'entreprise sur le climat, le développement d'une stratégie de l'économie circulaire ou encore l'amélioration de la cohésion territoriale et de l'inclusion. Ces sujets sont effectivement considérés comme essentiels pour le secteur. En ce qui concerne la préservation de la biodiversité, Icade a mis en évidence des pratiques novatrices pour le secteur. De plus, le critère d'accessibilité dans les solutions d'écomobilité est intégré dans son processus décisionnel d'investissement.

Pourtant, afin de fixer un nouvel objectif à Icade, Mirova a rappelé le besoin de transparence dans le domaine du reporting environnemental, tout particulièrement à

l'égard de l'efficacité énergétique des bâtiments. Mirova a également encouragé Icade à poursuivre ses efforts dans la certification de ses activités opérationnelles permettant ainsi à l'entreprise d'attester de la performance réelle de ses actifs une fois occupés. Enfin, Mirova a soutenu les efforts d'Icade dans la mise en place d'un dialogue constructif entre les propriétaires, les gestionnaires et les locataires des biens immobiliers. Ce type de dialogue devrait permettre aux intéressés d'assumer leurs responsabilités et d'optimiser l'efficacité énergétique des bâtiments dans son ensemble.



## CONSOMMATION



Ce secteur englobe des entreprises dans le domaine de l'alimentation et des boissons, des produits d'entretien ménagers et de soins du corps, de la vente au détail et de l'habillement. En termes d'opportunités, les entreprises du secteur peuvent jouer un rôle actif en élaborant des produits qui permettent à leurs consommateurs d'accéder à un style de vie plus durable, par exemple en créant des boissons et des produits alimentaires sains et nutritifs, ou encore des produits certifiés au niveau social ou environnemental. Les entreprises peuvent également recourir à des campagnes de marketing pour informer les consommateurs sur la manière d'utiliser leurs produits de façon plus durable et inciter à des comportements plus responsables.

Comme pour la plupart des entreprises qui externalisent leur production, la majorité des impacts environnementaux et sociaux se produisent au sein de la chaîne d'approvisionnement, depuis l'extraction des matières premières à la fabrication des produits. Les entreprises du secteur de la vente au détail emploient habituellement une main-d'œuvre importante et généralement peu qualifiée. Elles sont donc très exposées aux controverses concernant le droit du travail. Ainsi, les entreprises devraient mettre en place des pratiques et politiques de travail justes et respectueuses *a minima* du droit d'association et des négociations collectives. Par ailleurs, les entreprises de ce secteur devraient mettre en place des mécanismes garantissant la sécurité de leurs produits.

**“20** entreprises ciblées en 2019

### Bilan de l'engagement

En 2019, l'engagement auprès des entreprises a porté sur la façon d'augmenter les bénéfices sociaux et environnementaux de leurs produits, notamment le profil santé et nutritionnel pour les producteurs du secteur alimentaire, et la biodégradabilité des produits et des emballages pour les entreprises de produits ménagers et d'hygiène. Dans le secteur alimentaire, l'évolution vers des habitudes alimentaires plus durables s'est poursuivie en 2019, entraînant un ralentissement de la consommation de produits d'origine animale. En effet, les consommateurs recherchent de plus en plus les protéines d'origine végétale, et le flexitarisme gagne du terrain pour des questions de santé, mais aussi afin de réduire notre empreinte environnementale. De même, les consommateurs recherchent activement des produits ménagers et d'hygiène personnelle ayant un faible impact sur l'environnement.

Notre engagement encourage donc les entreprises à mieux répondre à ces demandes des consommateurs, car nous restons convaincus que les questions de développement durable influenceront de plus en plus les préférences et les habitudes de consommation. Nos engagements mettent également l'accent sur les moyens dont disposent les entreprises pour promouvoir des comportements durables par le biais de leur politique marketing et de placements de produit. Du point de vue des risques sociaux et environnementaux, l'engagement est axé principalement sur les risques qui apparaissent

tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Nous constatons que les entreprises s'engagent de plus en plus en faveur de la traçabilité totale de leurs principales matières premières, mais ces efforts doivent encore s'accroître. C'est pourquoi nous poursuivons notre engagement avec les entreprises afin d'accroître la traçabilité de leurs principales matières premières jusqu'à leur source. Nous continuons de travailler avec les entreprises dans le domaine de l'agriculture durable, car la plupart des entreprises peuvent aller plus loin dans leurs engagements pour répondre aux enjeux environnementaux actuels. Nous attendons des entreprises qu'elles s'engagent davantage en faveur du bien-être animal et de salaires garantissant un minimum vital, et qu'elles prennent plus de mesures concrètes concernant les problématiques de l'épuisement des ressources et de la destruction des écosystèmes. Par conséquent, la garantie d'un salaire décent et la réduction de l'impact environnemental font partie des sujets abordés avec les entreprises de vente au détail.

Concernant les opérations directes, nous encourageons les entreprises à utiliser les matériaux recyclés pour la fabrication de leurs produits et emballages. D'autres thèmes d'engagement portent sur la mise en place effective de politiques de gestion des ressources humaines dans l'ensemble des pays où les entreprises mènent leurs activités. Nous avons également commencé à nous engager auprès des entreprises sur les politiques et les initiatives mises en place afin de garantir l'égalité des sexes. Enfin, une part importante de nos actions d'engagements s'attache à promouvoir la transparence et à encourager l'audit des rapports en matière de développement durable parallèlement aux rapports financiers.

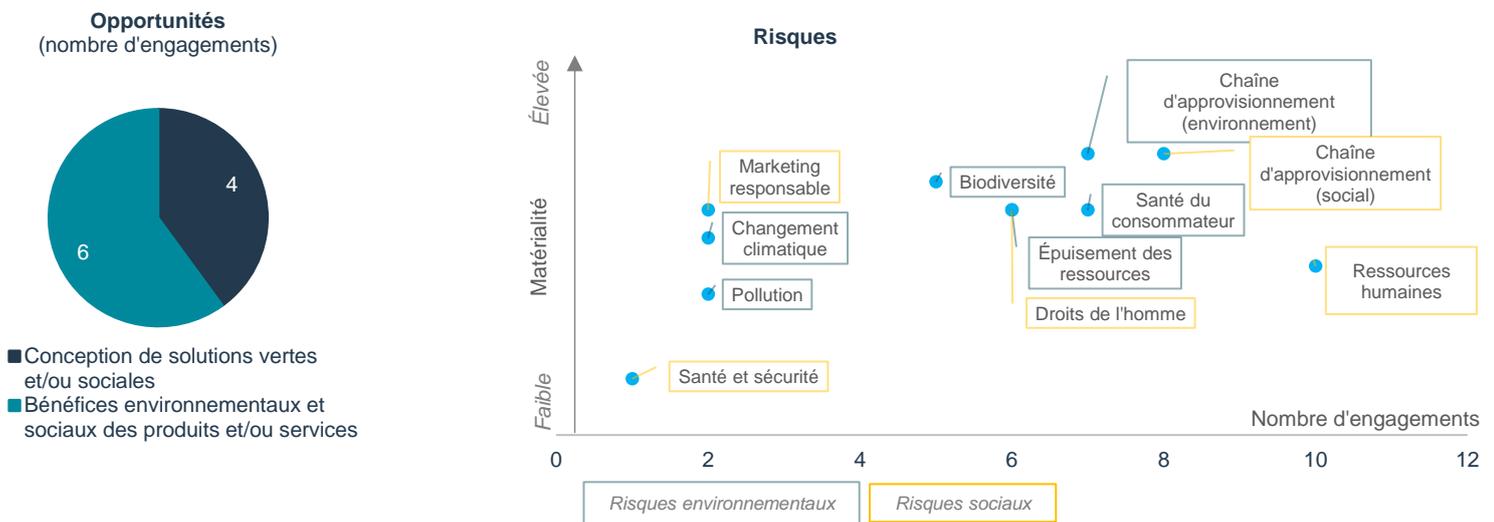
## L'engagement en pratique : Danone

Mirova a rencontré les représentants de Danone à plusieurs reprises en 2019. Durant ces entretiens, de nombreux sujets ont été abordés, tels que le soutien de Danone à l'agriculture régénératrice à travers sa chaîne d'approvisionnement, la progression vers la certification « B-corp » au niveau du groupe, l'augmentation de leurs revenus provenant des produits à base de plantes et le recours moindre au plastique à usage unique pour ses emballages. L'un de ces rendez-vous a été consacré au problème crucial de la biodiversité. En effet, Mirova a lancé une initiative jointe avec d'autres investisseurs visant à développer un outil de mesure pour évaluer l'impact de nos investissements sur la biodiversité. Pour ce faire, nous avons travaillé avec CDC Biodiversité et effectué un test sur les entreprises de notre portefeuille, y compris Danone, pour calculer leur empreinte sur la biodiversité grâce à la notation du Global Biodiversity Score (GBS). Cet échange avec Danone nous a permis de mieux comprendre ses actions et sa stratégie visant à limiter son impact sur la biodiversité. Parallèlement, cette interaction a permis de sensibiliser les représentants de Danone à la biodiversité qui fait l'objet d'une attention croissante, notamment de la part des investisseurs, et au type d'informations requises.

“ Nous cherchons constamment à renforcer la durabilité de nos produits, tout en veillant sur leur lien avec les écosystèmes locaux et leur impact sur ces derniers. Ainsi, nous privilégions le dialogue ouvert et l’engagement avec les investisseurs comme Mirova dont l’objectif est de concilier performance financière et impact social et environnemental positif ”

*Cécile CABANIS, EVP CFO, Strategy, Tech&Data, Cycles&Procurement, Danone*

Figure 4 : Engagement sur les risques et les opportunités de développement durable dans le secteur de la consommation en 2019





## ÉNERGIE



Le secteur de l'énergie concerne les entreprises qui travaillent dans l'exploration et la production de combustibles fossiles, les infrastructures publiques électriques et gazières, ainsi que les équipementiers des énergies renouvelables et les conglomérats industriels. En raison du lien inhérent entre leurs activités et produits et le système énergétique mondial, de nombreuses entreprises du secteur sont particulièrement bien placées pour tirer parti des opportunités qu'offre la transition vers une économie à faible émission de carbone. Néanmoins, ces entreprises sont également exposées aux risques environnementaux, notamment les marées noires, les émissions de gaz à effet de serre et la pollution, ainsi qu'aux risques sur la santé et la sécurité dus à la dangerosité intrinsèque de leurs activités.

**8** entreprises ciblées en 2019

### Bilan de l'engagement

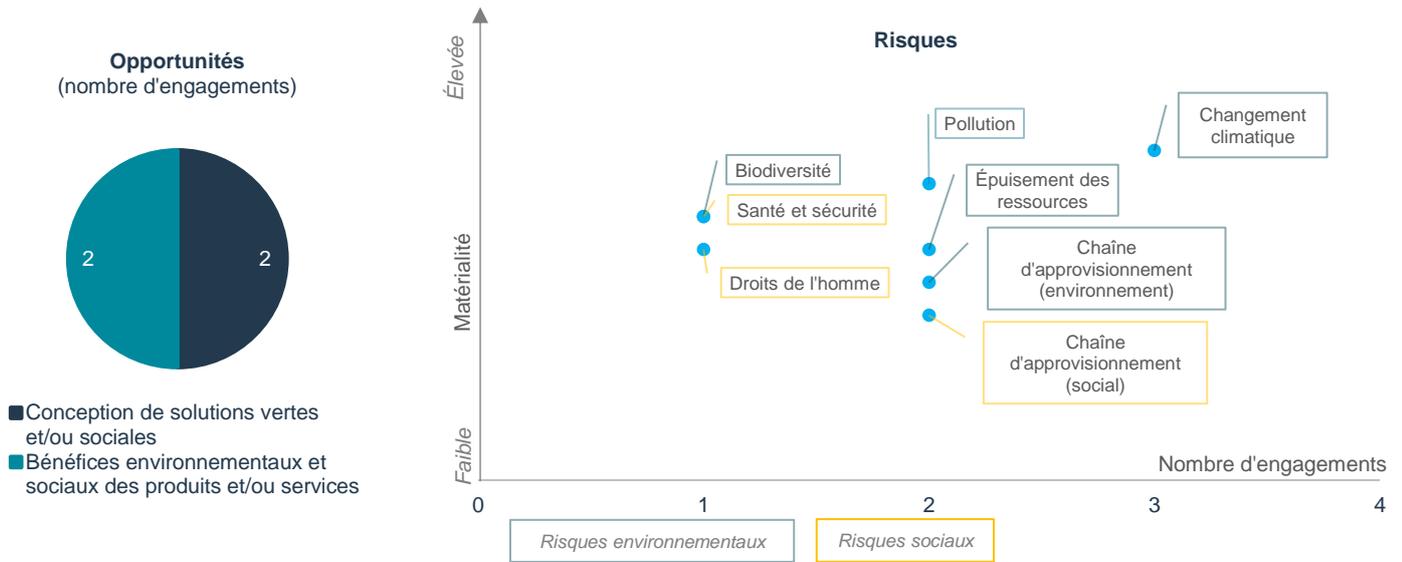
Pour les entreprises du secteur de l'énergie, une grande partie de notre engagement porte sur la promotion de la décarbonation dans le but d'éviter les effets les plus graves du changement climatique (réduire les émissions en s'alignant sur l'objectif <2 °C). Pour chaque entreprise, nous avons également abordé la question des pratiques en matière de gestion des risques, essentielles à l'exploitation durable.

Les sociétés de services aux collectivités, du fait qu'elles peuvent substituer les combustibles fossiles dans leurs activités, sont parmi les mieux exposées aux opportunités liées à la transition énergétique. L'alignement sur le scénario à 2 °C équivaut à une décarbonation presque complète de leur mix électrique. Nous encourageons donc la mise en place d'objectifs concrets de réduction des émissions à court et à long terme, l'installation de sources d'énergies renouvelables pour remplacer les installations émettrices de GES et un engagement à ne pas augmenter la capacité de production à partir de combustibles fossiles à l'avenir. La gestion des risques pour les sociétés de services aux collectivités est axée sur la réduction des émissions de polluants (oxydes d'azote et de soufre, particules fines ou effusives) et — en particulier pour les entreprises dont les activités de transport et de distribution sont importantes — la mise en œuvre de programmes de gestion de la santé et de la sécurité de leurs équipes. Les producteurs de combustibles fossiles ont moins d'options pour remplacer leurs produits par d'autres, plus respectueux de l'environnement. Par conséquent, nous incitons ces entreprises à fixer des objectifs de réduction des émissions dans le cadre de leurs activités directes, mais aussi dans le cadre de l'utilisation de leurs produits. Ces objectifs impliquent une diversification de leurs activités principales (passer aux énergies renouvelables ou à la production de l'électricité sobre en carbone, par exemple), afin de réduire leur production de charbon, de pétrole et/ou de gaz. Pour les entreprises opérant dans des zones à haut risque, nous réitérons l'importance de la préservation de la faune et de la flore locales. Cela passe par la réduction des déversements, la limitation des activités dans les zones de biodiversité sensibles, l'extension des programmes de santé et de sécurité aux employés et aux sous-traitants, et le respect des droits des populations locales.

L'efficacité énergétique jouera un rôle clé dans l'atténuation du changement climatique. Ainsi, nous encourageons les équipementiers/constructeurs de matériel industriel à

poursuivre leurs efforts pour améliorer l'impact environnemental de leurs produits. Pour les conglomerats industriels dont les produits sont très diversifiés, nous encourageons particulièrement les pratiques de reporting qui nous permettent de mieux comprendre dans quelle mesure les produits de l'entreprise répondent aux objectifs de développement durable. Enfin, nous encourageons les entreprises qui participent à l'élaboration, à la conduite ou à la consolidation de projets, à s'assurer de façon proactive tout au long du projet que le contrôle préalable sur les plans environnemental et social est effectué de façon appropriée et que des normes élevées de santé et de sécurité sont respectées.

**Figure 5 : L'engagement sur les risques et les opportunités de développement durable dans le secteur de l'énergie en 2019**



Source : Mirova, 2019

### L'engagement en pratique : Iberdrola

Iberdrola est une entreprise qui est principalement impliquée dans la production, la transmission et la distribution d'énergie. La manière dont elle contribue aux objectifs de développement durable est donc largement liée aux combustibles qu'elle utilise pour produire de l'électricité. Les énergies renouvelables représentent plus de 40 % de la production totale d'Iberdrola : l'entreprise affiche donc une bonne performance climatique, aussi bien dans l'absolu que par rapport à d'autres entreprises du même type. Néanmoins, afin de mieux comprendre la culture de l'entreprise concernant les problématiques de développement durable et les possibles évolutions stratégiques autour de ces questions, nous souhaitons obtenir des clarifications sur les efforts d'Iberdrola dans le domaine de la décarbonation sur le long terme.

Nous avons eu la chance de rencontrer personnellement le PDG d'Iberdrola en 2019. Il nous a tout de suite assuré que la direction de l'entreprise avait une vision à long terme stable, qui met notamment un accent fort sur la façon d'éviter les risques réglementaires, les risques de réputation et les risques de contentieux en lien avec les effets négatifs de ses activités principales sur l'environnement. Il a également précisé que les investisseurs sont devenus de plus en plus vigilants concernant la gestion des risques environnementaux et sociaux. La conversation s'est naturellement orientée sur la manière dont l'entreprise gère les risques environnementaux et sociaux dans le cadre de ses projets d'envergure, puisqu'elle avait fait l'objet d'une controverse concernant ses projets hydroélectriques au Brésil. Bien que les enjeux d'Iberdrola y soient relativement faibles, nous avons évoqué la manière dont elle pourrait améliorer le contrôle des investissements

et des fournisseurs potentiels et/ou insister sur l'application plus large de ses principes environnementaux.

Enfin, nous avons discuté des questions de gouvernance (notamment de la manière de planifier et d'assurer la gouvernance du développement durable). Cette réunion nous a paru productive et instructive. Quelques semaines plus tard, Iberdrola a annoncé de nouveaux objectifs ambitieux en matière de décarbonation. Bien que Mirova ne puisse pas revendiquer une quelconque influence dans la redéfinition des objectifs d'Iberdrola, nous pensons réellement que le dialogue avec l'investisseur joue un rôle important et encourage les entreprises à créer et à annoncer de tels objectifs et, plus généralement, à saisir des opportunités de développement durable et à chercher à réduire au mieux les risques environnementaux et sociaux auxquels elles sont exposées.

“Iberdrola a démontré que décarbonation et profit sont parfaitement compatibles.”  
*Ignacio Galán, PDG, Iberdrola*



## FINANCE



Le secteur de la finance rassemble des banques, des compagnies d'assurance et des sociétés de gestion de portefeuille. Malgré les vives critiques de l'opinion publique, le secteur financier continue d'être un acteur clé de l'économie de marché, et son implication dans la mise en œuvre de la transition vers une économie bas carbone est cruciale. Les banques et les investisseurs peuvent contribuer directement aux principaux enjeux du développement durable. Éléments clés dans la répartition des capitaux, les banques et les investisseurs peuvent jouer un rôle majeur dans le financement de la transition énergétique et d'autres solutions de développement durable, et orienter des flux de capitaux vers les secteurs sobres en carbone. Les entreprises du secteur financier peuvent également contribuer à la réduction de la pauvreté en fournissant un accès universel aux services bancaires et aux services de base en matière d'assurance. Les banques et les assurances doivent reconquérir une opinion favorable du public et la confiance des autres parties prenantes en se comportant de manière irréprochable du point de vue de l'éthique, en assurant une gestion responsable des clients, en encourageant les pratiques ambitieuses dans le domaine des ressources humaines et en s'assurant d'avoir des modèles économiques résilients pour faire face aux défis à venir tels que la numérisation et la réglementation.

**15** entreprises ciblées en 2019

### Bilan de l'engagement

En 2019, comme l'année précédente, notre collaboration avec le secteur financier a principalement porté sur le développement de nos activités de plaidoyer (pour plus de détails, voir p. 54, chapitre III. Plaidoyer).

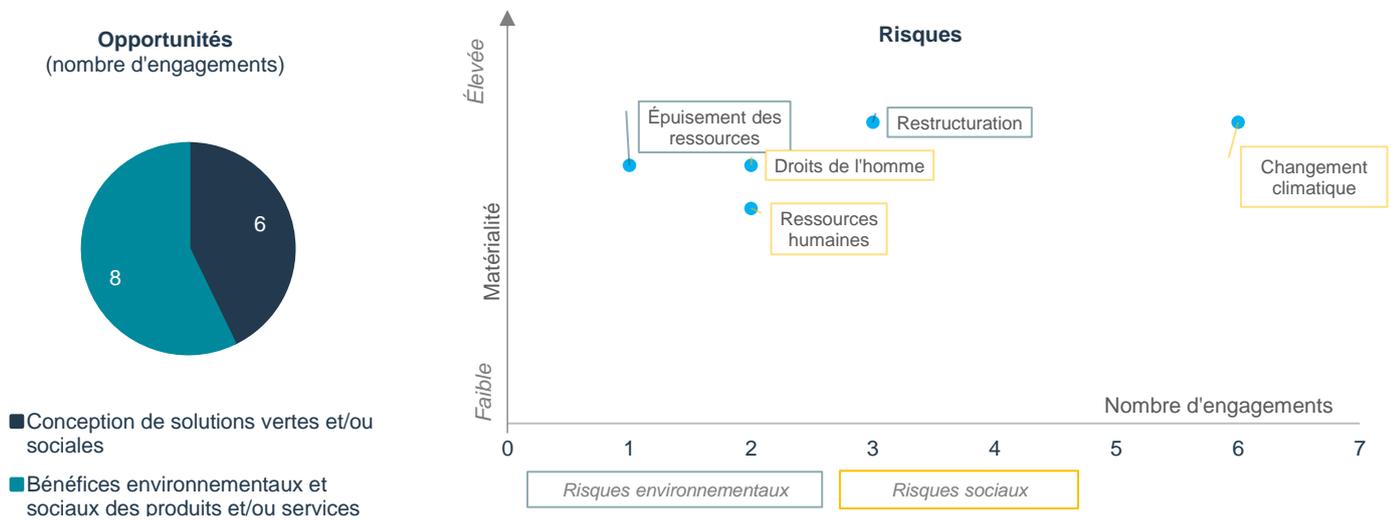
Au niveau individuel, Mirova s'engage de plus en plus avec les émetteurs du secteur financier afin d'améliorer la transparence des méthodologies d'intégration des problématiques environnementales majeures à leurs stratégies et lignes directrices en matière d'investissement ou de crédit. Par exemple, nous demandons davantage de communication des entreprises du secteur sur la part de leur financement qui contribue directement aux objectifs de développement durable de l'ONU. En effet, le financement de la lutte contre le changement climatique est notre priorité. Pour ce faire, nous devons comprendre dans quelle mesure les institutions financières continuent à soutenir le secteur des combustibles fossiles ou, au contraire, financent les projets et les acteurs dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Alors que le changement climatique est devenu une réalité incontestable et commence à avoir un impact sur la vie des citoyens, les assureurs ont un rôle essentiel à jouer dans le développement de produits d'assurance sur mesure, afin de prévenir les nouveaux risques et de s'en prémunir.

L'accès aux moyens financiers et aux assurances pour la base de la pyramide (Bottom of the Pyramid) constitue également un aspect important permettant d'améliorer les filets de sécurité et de réduire les inégalités. L'exclusion des services financiers de base ne concerne pas uniquement les pays en développement. En effet, la situation macroéconomique complexe des pays développés avec, en particulier, un taux de chômage élevé a de facto exclu une partie importante de la population de l'accès aux

services financiers. Tant à l'échelle nationale qu'internationale, les banques doivent s'attaquer à ce problème social en offrant des produits différenciés aux populations à risque et en s'associant à des structures qui aident ce type de clientèle. Nous nous engageons auprès des institutions financières afin d'améliorer l'intégration de cette question à leurs modèles économiques.

En ce qui concerne les banques, la gestion des risques ESG et l'éthique des affaires restent au coeur de nos actions d'engagement. En 2019, de nouveaux exemples ont montré que des banques avec une solide réputation en matière d'éthique des affaires ont été fragilisées par plusieurs cas d'infraction, de fraude ou de blanchiment de capitaux. À travers notre engagement, nous cherchons à mieux comprendre comment ces entreprises s'assurent de la mise en oeuvre d'un niveau de contrôle suffisant (par exemple sur les procédures de connaissance du client, *Know Your Customer*) dans un environnement de plus en plus réglementé.

**Figure 6 : L'engagement sur les risques et les opportunités du développement durable dans le secteur financier en 2019**



Source : Mirova, 2019

### L'engagement en pratique : MasterCard

En 2019, Mirova a communiqué avec MasterCard sur plusieurs thématiques ESG, notamment concernant les données personnelles des consommateurs, essentielles pour l'activité de l'entreprise. Nous avons cherché à mieux comprendre la gestion des données personnelles au niveau du groupe ainsi qu'à connaître les montants dépensés dans le cadre de la cybersécurité. En outre, nous avons également interrogé l'entreprise sur des problématiques plus récurrentes, par exemple la rémunération de la performance liée à la RSE. MasterCard a confirmé que les données personnelles des clients ne sont pas utilisées sans leur autorisation et que les données agrégées sont anonymisées. Ces réponses ont été jugées satisfaisantes dans l'ensemble, mais ces thématiques continueront à être suivies de près par nos analystes. Par ailleurs, en ce qui concerne les bénéfices durables des produits, nous espérons une meilleure communication sur le nombre de clients de Wanda et sur la liste des partenariats. De plus, dans le segment des cartes de débit, une séparation entre les cartes de débit et les cartes prépayées serait pertinente.



## SANTÉ



Le secteur de la santé regroupe différentes branches de la médecine : des laboratoires participant au développement de produits et d'équipements médicaux aux entreprises qui gèrent des établissements de santé, en passant par les prestataires de services spécialisés. Les sources de risques en matière de développement durable pour ces entreprises vont de la sécurité de la fabrication à l'éthique des affaires, cet aspect incluant notamment les pratiques de marketing et les politiques tarifaires et anticorruption. Toutefois, le secteur est également prêt à contribuer à plusieurs ODD, en mettant en avant la santé et le bien-être tant dans les régions où le fardeau de la maladie est le plus lourd que parmi les populations à faible revenu.

**17** entreprises ciblées en 2019

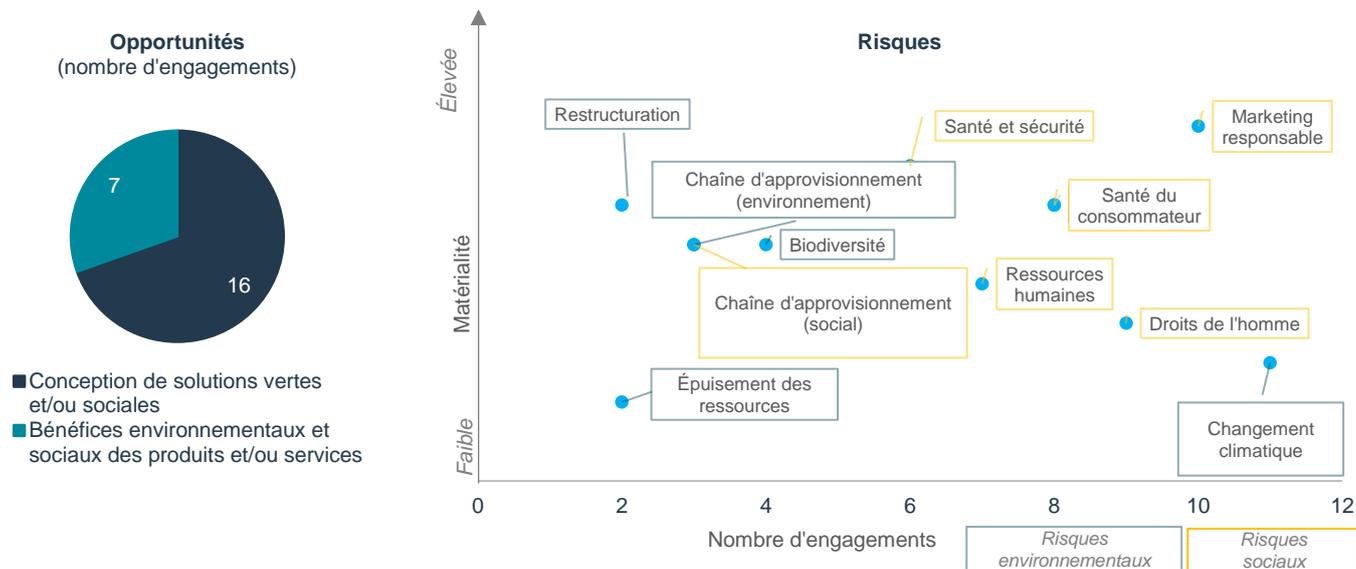
### Bilan de l'engagement

En 2019, nous avons poursuivi notre engagement auprès des entreprises pharmaceutiques et de biotechnologies sur deux questions importantes touchant ce secteur : les stratégies d'accès aux traitements et la transparence des prix. Alors que les disparités en matière de santé entre les régions s'accroissent malgré une perspective positive pour l'espérance de vie au niveau mondial, nous considérons l'accès aux soins comme la priorité absolue pour les entreprises du secteur médical dans sa totalité, en particulier pour celles qui participent à l'élaboration de produits médicaux. De plus, la question des prix des médicaments est toujours d'actualité en raison des réformes de plus en plus nombreuses dans ce secteur, sous l'impulsion des États-Unis, visant à réduire les dépenses de santé. Même si nous sommes conscients que les sociétés pharmaceutiques et biotechnologiques sont les moteurs de l'innovation médicale et ne sont que partiellement responsables de l'augmentation des coûts des soins de santé, nous constatons que la transparence sur les prix des médicaments et leur augmentation est encore insuffisante. Par conséquent, nous demandons de meilleures pratiques et des engagements fermes visant un accès au plus grand nombre de personnes. Sur le plan environnemental, nous encourageons ces entreprises à limiter davantage les effets négatifs des médicaments sur l'environnement, aussi bien lors de la fabrication que pendant et après l'utilisation des produits, afin de contribuer à alléger le poids croissant de la résistance aux antimicrobiens. Par conséquent, l'engagement au niveau de la chaîne d'approvisionnement demeure important dans l'ensemble du secteur.

En 2019, en ce qui concerne les prestataires de services médicaux, et en particulier les entreprises de soins hospitaliers, nous avons axé nos engagements sur le marketing responsable et le changement climatique. Par ailleurs, de nombreuses controverses au sujet de cas de maltraitance de patients et des conflits persistants entre les entreprises et le personnel nous ont poussés à redoubler d'attention à l'égard des entreprises spécialisées dans les soins aux personnes âgées.

Enfin, les fabricants d'équipements médicaux continuent d'être exposés au risque concernant la sécurité des produits ainsi qu'à des pratiques commerciales contraires à l'éthique. Par conséquent, nous avons continué à améliorer la transparence relative aux meilleures pratiques commerciales et d'éthique des affaires, ainsi qu'aux procédures de qualité et de sécurité dans la fabrication des produits et dans la gestion rigoureuse des risques liés à la chaîne d'approvisionnement.

Figure 7 : L'engagement sur les risques et les opportunités du développement durable dans le secteur de la santé en 2019



Source : Mirova, 2019

### L'engagement en pratique : AstraZeneca

Nous avons poursuivi notre dialogue avec AstraZeneca en 2019 sur leurs principaux défis environnementaux. Lors de nos précédents échanges, nous avons incité l'entreprise à se concentrer sur les sujets spécifiques tels que l'accès aux soins, la résistance aux antibiotiques et le prix des médicaments. En 2019, nous avons davantage porté notre attention sur l'amélioration du lien entre la responsabilité sociale de l'entreprise et sa stratégie des affaires, ainsi que sur le reporting.

Nous avons constaté qu'AstraZeneca communiquait sur un certain nombre de ses initiatives à travers les études de cas et fournissait des informations sur les indicateurs d'impact liés au nombre de patients couverts par ses programmes d'accès aux soins. Toutefois, la manière dont ces initiatives s'inscrivent dans le portefeuille global de l'entreprise et dans sa stratégie de développement des activités reste encore à clarifier. Laboratoire pharmaceutique avec une gamme de produits couvrant un large spectre de problèmes de santé — des maladies cardiovasculaires à l'oncologie — AstraZeneca a un rôle important à jouer dans la lutte contre le fardeau mondial que sont les maladies. Certains pays à faibles revenus ont du mal à y faire face par manque d'infrastructures pour le suivi des traitements. Cependant, d'autres marchés émergents aux besoins médicaux importants peuvent effectivement accroître le suivi des traitements grâce aux programmes d'accès aux soins, comme en Chine, où l'entreprise cherche à améliorer l'accès à ses thérapies contre le cancer du poumon chez les patients issus des milieux défavorisés. AstraZeneca a également des programmes éducatifs dans certains pays africains afin de réduire le risque de maladies cardiovasculaires, contre lesquelles l'entreprise fournit des traitements. Nous avons félicité le laboratoire pour le développement de ses programmes d'accès aux soins et pour la communication accrue les concernant. Toutefois, nous l'avons incité à renforcer le lien entre ces initiatives et sa stratégie dans son ensemble, tout en mettant en place davantage d'indicateurs de performance et des objectifs pour suivre les progrès. L'entreprise, très réceptive à nos suggestions, s'est montrée prête à s'engager en faveur de ces améliorations.

“ Nous sommes conscients de la connexion très forte entre la santé de nos patients, notre entreprise, nos employés et la planète. Notre stratégie de développement durable se concentre sur trois priorités qui sont interconnectées et qui s'influencent mutuellement : l'accès aux soins, la protection de l'environnement, l'éthique et la transparence. ”

Katarina Ageborg, vice-présidente exécutive, responsable du développement durable et de la conformité, présidente d'AstraZeneca AB, Suède.





TIC



Le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) regroupe des entreprises actives dans plusieurs domaines des nouvelles technologies, qu'il s'agisse d'entreprises spécialisées dans les composants et les appareils électroniques ou dans le développement de logiciels, ou encore de fournisseurs de services, d'opérateurs de télécommunications ou de sociétés de médias. Les sources de risques en termes de développement durable pour ces entreprises vont de la sécurité et des droits de l'homme dans le processus de fabrication à la responsabilité des produits, ce qui inclut la sécurité et la confidentialité des données, la qualité des contenus, les substances toxiques et dangereuses, l'efficacité énergétique, etc. Néanmoins, le secteur peut également contribuer à plusieurs ODD : directement, en donnant accès à l'information et aux services bancaires aux populations mal desservies, et indirectement, en rendant possible le développement de solutions durables dans d'autres secteurs (énergie solaire, agriculture durable, villes intelligentes, etc.).

**“19** entreprises ciblées en 2019

### Bilan de l'engagement

Après plusieurs années d'engagement, les entreprises du secteur TIC sont désormais nombreuses à publier, de manière régulière et détaillée, des rapports sur leur démarche responsable. Notre dialogue se concentre désormais sur la qualité de ces informations et notamment sur la nécessité de matérialiser l'exposition de ces entreprises aux solutions durables soit en fournissant une ventilation de leur chiffre d'affaires par utilisateur final ou marché final, soit en quantifiant les avantages environnementaux et sociaux générés par leurs activités (nombre d'utilisateurs, émissions évitées, etc.). Cela est d'autant plus important que la plupart des entreprises du secteur fournissent des solutions dont les impacts positifs ne sont visibles que lors de leur mise en œuvre par les clients.

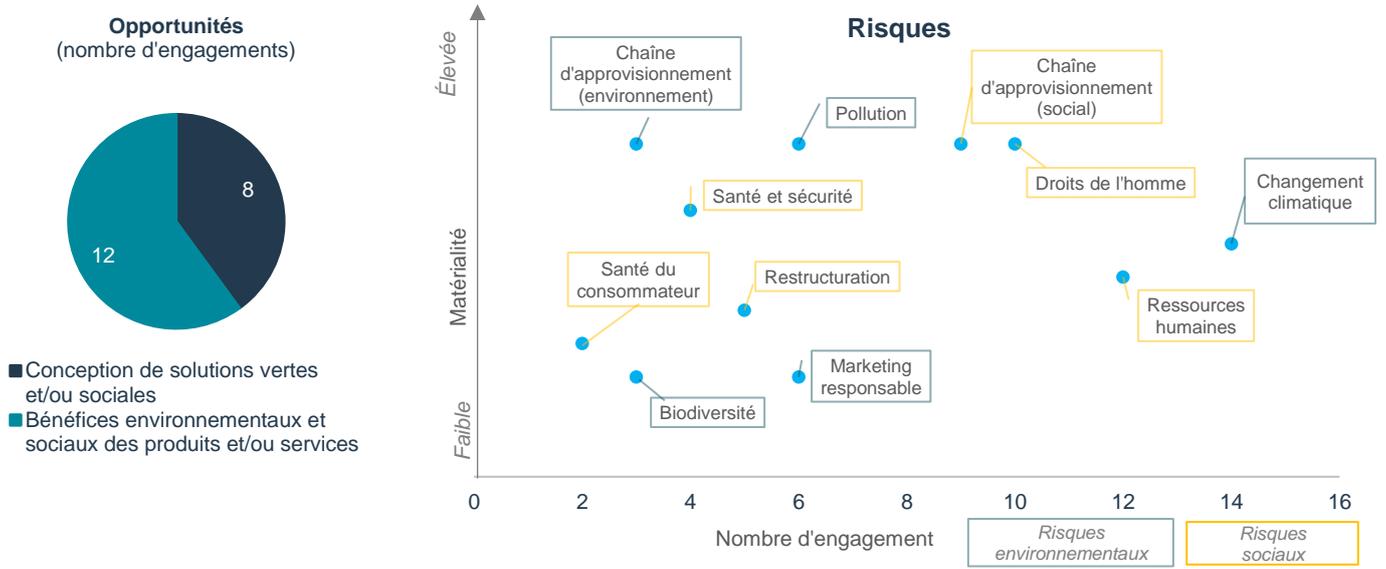
Concernant les risques environnementaux et sociaux, les entreprises du secteur des TIC restent fortement exposées à des enjeux clés pour la santé, la sécurité et le bien-être des personnes tout comme pour la préservation de notre planète. Certains de ces risques, comme la traçabilité des minerais ou le respect des normes sociales par les fournisseurs, restent difficiles à maîtriser en dépit de leur gravité. Par conséquent, Mirova continue à demander aux entreprises une vue d'ensemble de la chaîne de fabrication mettant en avant leurs fournisseurs principaux, tant en termes de part des dépenses qu'en matière d'exposition aux risques environnementaux et sociaux. Nous encourageons les entreprises à décrire leurs pratiques d'audit (définition des objectifs, méthodologie, outils, etc.), à en détailler les résultats (par catégorie et degré d'importance), ainsi que les mesures prises (actions correctives, ruptures de contrat, etc.). Nous sommes conscients des difficultés qu'implique la gestion d'une chaîne d'approvisionnement et de l'importance que revêt la mise en place d'une relation de long terme avec les fournisseurs. Nous suggérons alors aux entreprises de se joindre aux initiatives lancées à l'échelle du secteur (*Responsible Business Alliance*, *Joint Audit Cooperation*, etc.), qui profitent tant aux entreprises qu'aux fournisseurs : les premiers gagnent en influence et en efficacité dans l'atténuation de leurs risques, tandis que les seconds obtiennent un cadre unique et plus clair ainsi que des outils pour atteindre le niveau de conformité requis.

Dans l'ensemble, les pratiques courantes du secteur concernant la protection de la vie privée des utilisateurs d'internet et la qualité des contenus publicitaires restent encore à améliorer. Nous continuons à attirer l'attention des entreprises sur l'importance de ces sujets et sur le besoin d'adopter de meilleures pratiques. Concernant la vie privée en particulier, nous encourageons les entreprises à adopter des pratiques qui correspondent au minimum au niveau de la réglementation de l'Union européenne (Règlement général sur la protection des données 2016/679) pour tous les utilisateurs à travers le monde, y compris les citoyens des pays ne faisant pas partie de l'UE. Nous soulignons également la nécessité pour les entreprises du secteur des TIC de communiquer les informations sur les demandes gouvernementales qu'elles reçoivent, y compris leur objet, le nombre et le type de réponses apportées, conformément aux règlements applicables.

Les technologies évoluent rapidement : par nature, les entreprises de ce secteur sont donc exposées à une pression importante et sont amenées à restructurer leur main-d'œuvre, comme le montre la transition actuelle vers les services de cloud. De plus, le secteur des TIC implique la création d'emplois à haut risque psychosocial (modérateur de contenu, assistance téléphonique, etc.). Par ailleurs, de nombreuses entreprises du secteur ont une part importante de leurs effectifs dans des pays où le droit du travail est moins protecteur. Pour ces raisons, mais aussi parce que la transparence sur ces aspects reste limitée dans la plupart des cas, les problématiques de restructuration responsable et de contribution proactive au dialogue social concernant la main-d'œuvre dans son ensemble reviennent régulièrement dans nos discussions dans le cadre de notre engagement auprès des entreprises.

Enfin, bien que certaines entreprises fournissent des solutions durables, l'ensemble du secteur des TIC génère un nombre croissant d'équipements électroniques dont la consommation énergétique, la composition et l'élimination posent problème. Par conséquent, dans les discussions avec ces entreprises, nous avons choisi de concentrer notre engagement sur les problématiques suivantes : évaluation de l'empreinte carbone (optimisation de l'efficacité énergétique des produits, sources d'énergie renouvelables des centres de données, réduction de contenus consommateurs de carbone, etc.) ; remplacement de substances nocives (agents ignifuges bromés, le benzène, l'arsenic, le mercure et le plomb, ainsi que le PVC, les phtalates, etc.) ; recyclage des déchets électroniques (proportion des matériaux recyclables, identification des lignes de recyclage appropriées, non-réexportation de déchets électroniques, etc.). Les entreprises tendent progressivement à adopter de meilleures pratiques dans ces domaines. De ce fait, nous attendons des améliorations significatives à l'avenir.

**Figure 8 : L'engagement sur les risques et les opportunités du développement durable dans le secteur des TIC en 2019**



Source : Mirova, 2019

### L'engagement en pratique : Orange

Ces dernières années, l'entreprise Orange s'est montrée très attentive faisant preuve de proactivité dans ses efforts pour comprendre l'approche de Mirova en matière de développement durable et nos attentes concernant les entreprises du secteur des TIC, tant en termes d'impact que de transparence. Plus particulièrement, nous avons encouragé l'entreprise à fournir des données plus granulaires sur leurs activités dans les marchés émergents, afin d'identifier la part des revenus provenant des solutions qui génèrent des bénéfices sociaux avec plus de certitude. Durant nos échanges de 2019, les représentants d'Orange ont présenté les activités du groupe de manière détaillée, en communiquant les données sur la ventilation des revenus, le nombre d'utilisateurs ou les pays couverts pour permettre de mieux rendre compte de l'exposition de l'entreprise. Ils nous ont aidés à affiner notre analyse et ont confirmé notre opinion de développement durable de l'entreprise.

Concernant la gestion des risques environnementaux, nous avons également revu nos attentes à la hausse en demandant des informations plus détaillées et des pratiques plus avancées aux entreprises du secteur des TIC en général et à celles faisant partie de notre portefeuille comme Orange. Notre dialogue s'est révélé constructif : l'entreprise française de télécommunication possède une stratégie solide et précise sur une large palette de problématiques. En 2019, le groupe a fourni des réponses convaincantes sur des questions spécifiques et variées portant sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement, l'évaluation et la réduction de l'empreinte carbone, l'exposition aux problèmes d'internet et des libertés, etc. Nous avons notamment encouragé Orange à fournir plus de détails sur son exposition aux risques liés à la confidentialité des données et sur le respect des droits de ses utilisateurs, ainsi que sur les efforts de l'entreprise à travers la GNI (Global Network Initiative) pour limiter l'ingérence gouvernementale illégale. Dans la continuité de notre dialogue constructif, nous attendons d'Orange de futurs rapports pour expliquer en détail ses efforts dans ce domaine.



## MOBILITÉ



Le secteur de la mobilité se compose de fabricants de véhicules et d'équipementiers (tous types de véhicules, trains, bateaux, avions). La mobilité est un aspect essentiel du développement humain. La circulation des biens et des personnes facilite l'accès aux biens et aux services, et contribue plus généralement au fonctionnement de la société. Cependant, ces déplacements ont un impact sur le climat, la qualité de l'air, la consommation de ressources fossiles, la biodiversité et la santé humaine. Aujourd'hui encore, la mobilité est un privilège inégalement réparti entre les populations. Le secteur doit concilier l'accès à la mobilité pour le plus grand nombre, tout en réduisant les impacts environnementaux et sociaux liés au transport. Les entreprises du secteur peuvent apporter des solutions en faveur de la transition écologique et de l'accès à la mobilité.

**19** entreprises ciblées en 2019

### Bilan de l'engagement

Mirova a encouragé les entreprises à :

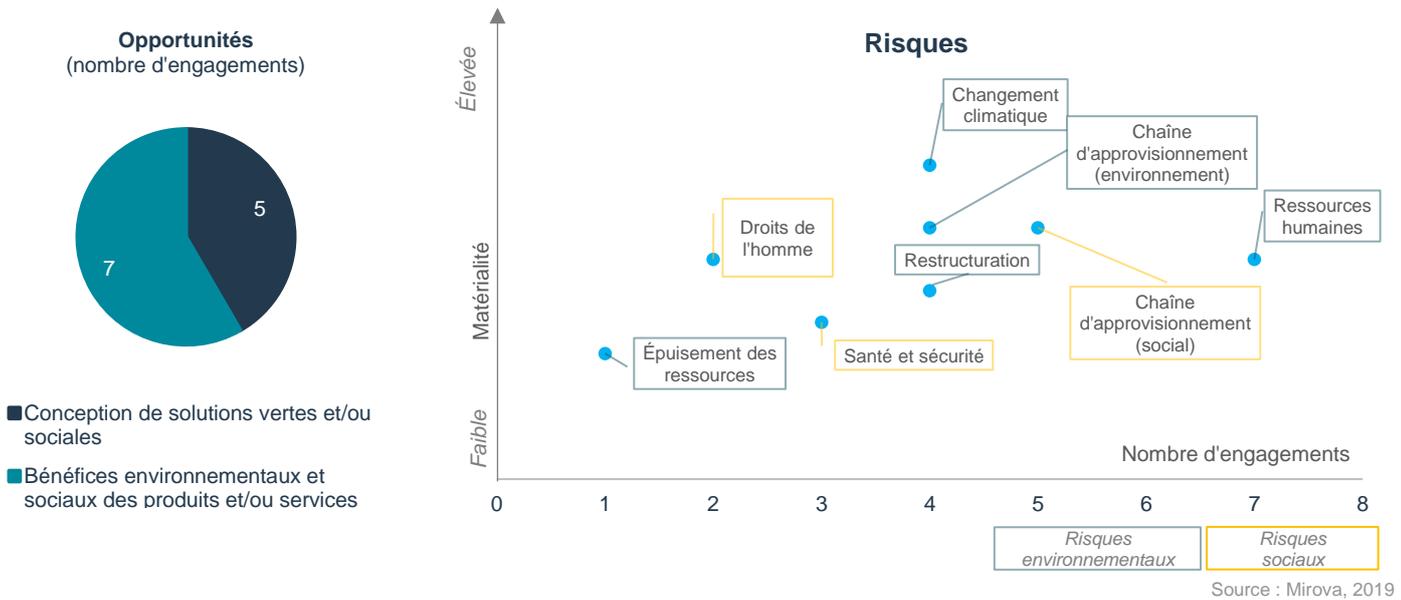
- renforcer leur positionnement en faveur de solutions liées à la transition écologique (objectifs, moyens mis en place, défis à relever) et à accroître la transparence sur les investissements et le partage de revenus liés à ces solutions ;
- améliorer leurs pratiques pour faire face aux risques liés aux effets de l'ensemble des activités sur l'environnement, la sécurité des transports, la gestion des ressources humaines (employés et fournisseurs), l'approvisionnement et la conception responsables, avec une réflexion approfondie sur les meilleures solutions environnementales et sociales.

Depuis 2018, nous nous sommes également concentrés sur l'électrification des transports, devenue indispensable aujourd'hui pour gérer efficacement les questions du réchauffement climatique, des ressources et de la pollution, tant du point de vue des opportunités que par l'approche fondée sur le risque. Concernant les opportunités à saisir, nous engageons en permanence avec les entreprises pour identifier les éléments clés/déclencheurs dans les chaînes de valeurs permettant d'accélérer le déploiement des moyens de locomotion que sont les véhicules électriques à batterie ou à pile à combustible. Nous invitons les entreprises à être claires sur la valeur ajoutée dans le segment de la mobilité électrique. Quant aux problématiques récentes, comme des matériaux nouveaux dans la chaîne logistique, particulièrement dans les batteries et les moteurs électriques, ou la réduction de l'empreinte carbone liée à la production de véhicules électriques, Mirova encourage les constructeurs automobiles à faire preuve d'une transparence totale sur leurs politiques d'approvisionnement (technologies de substitution, recyclage, collaborations avec les industries métallurgiques et minières, stratégie pays par pays) et les actions mises en place (audits, contrôles préalables, clauses contractuelles) pour atténuer les risques associés. De plus, dans un contexte d'avancées technologiques rapides, l'expertise nécessaire dans l'industrie automobile a considérablement changé avec une demande croissante de connaissances en



électrochimie, en matériaux composites et en technologies de l'information et de la communication. Il est donc essentiel de comprendre comment les entreprises adapteront les compétences et le savoir-faire de leurs employés à ces évolutions technologiques majeures. Enfin, les entreprises actives dans le secteur de la défense doivent garantir la non-exportation et la non-réexportation de produits à usage militaire vers des états non démocratiques ou ceux dont les pratiques démocratiques sont jugées insuffisantes.

**Figure 9 : L'engagement sur les risques et les opportunités du développement durable dans le secteur de la mobilité en 2019**



### L'engagement en pratique : McPhy

Comme expliqué précédemment, l'objectif de Mirova est d'investir dans des entreprises à forte valeur ajoutée qui développent la mobilité électrique pour le transport à la fois de passagers et de marchandises. Aujourd'hui, ces entreprises visent en premier lieu le transport routier et ferroviaire, mais elles auront sûrement un rôle à jouer dans les modes de transport aérien et maritime à moyen terme. Les technologies de mobilité électrique se développent actuellement sur deux axes : l'un s'appuie sur les batteries, l'autre est porté par le vecteur hydrogène bas carbone. Concernant ce dernier, il comporte trois sous-secteurs clés : l'électrolyse pour transformer l'eau (H<sub>2</sub>O) en hydrogène (H<sub>2</sub>) dans des stations ; le stockage embarqué d'hydrogène H<sub>2</sub> pour le transporter en toute sécurité ; la fabrication de piles à combustible pour transformer l'hydrogène en énergie électrique à bord des véhicules. Pour que la mobilité électrique à pile à combustible devienne une alternative compétitive, ces segments sont encore en développement afin d'améliorer leur efficacité et de réduire les coûts associés. Certaines entreprises, sur le point de parvenir au seuil de rentabilité ou qui viennent de l'atteindre, sont sur cette trajectoire.

Notre ambition est de contribuer à la solidité de ce secteur que nous considérons riche en opportunités environnementales et économiques, en accompagnant les entreprises aussi bien par l'investissement que par la mise à l'épreuve de leurs pratiques ESG pour les améliorer. Les fonds de Mirova sont déjà investis dans certains grands groupes. Par exemple, en 2019, nous avons investi dans deux entreprises. D'abord, dans Michelin qui, avec Faurecia, a créé une entreprise dédiée aux technologies de pile à combustible, officiellement baptisée « Symbio A Michelin Faurecia Company ». Ensuite, dans Alstom, l'acteur le plus actif dans le domaine du transport ferroviaire souhaitant intégrer les trains électriques à pile à combustible dans les années à venir, notamment en Allemagne et en

France, et dans Air Liquide, qui est en train de changer de stratégie afin de renforcer son exposition à la production d'hydrogène par l'électrolyse de l'eau. Il faut également noter l'acquisition récente de 19 % d'Hydrogenics, un fabricant d'électrolyseurs. De plus, Mirova a également investi dans McPhy, une petite entreprise française créée en 2008, qui développe et fournit des équipements pour la production et le stockage d'hydrogène, ainsi que pour la distribution d'énergie hydrogène dans le cadre de la mobilité zéro émission sur les marchés industriels d'hydrogène à travers le monde. Avec seulement 95 employés et une activité directement liée aux questions environnementales, McPhy semblait ne pas avoir besoin de développer une stratégie élaborée en matière de développement durable jusqu'à présent, puisque les risques ESG liés à ses activités opérationnelles étaient gérables. Néanmoins, Mirova a d'ores et déjà engagé une discussion avec l'équipe de gestion de McPhy autour de leur stratégie en matière d'hydrogène, et nous allons nous concentrer sur ses pratiques environnementales et sociales dans les mois à venir afin d'aider l'entreprise à devenir un leader du développement durable tant du point de vue des produits que des pratiques.

“Les technologies d'électrolyse sont de plus en plus présentes dans le cadre de la production d'hydrogène, sans recourir à des combustibles fossiles. Cependant, il reste un long chemin à parcourir dans ce domaine, car nous devons convaincre les géants de l'industrie de changer leurs modes de production. Les entreprises de taille moyenne comme McPhy proposent des solutions innovantes et stimulent le secteur.”

François le Naour, vice-président d'**Afhypac**



## RESSOURCES



Le secteur des ressources comprend les entreprises de gestion des déchets et de l'eau, qui sont en première ligne pour relever les défis liés au stress hydrique et à la sécurité des ressources, et pour contribuer au développement d'une économie circulaire. Ce secteur comprend également l'ensemble de la filière chimie, « l'industrie des industries », catalyseur de la plupart des technologies durables nécessaires à la transition environnementale et, par conséquent, à même de soutenir la réalisation de nombreux ODD. Les filières agricoles et forestières sont au cœur des changements dans l'utilisation des terres entraînant une dégradation des écosystèmes. La lutte contre la déforestation, la sylviculture non durable et l'agriculture conventionnelle offrent de nombreuses opportunités de développement de solutions innovantes permettant de relâcher la pression sur la biodiversité (augmentation de rendements de manière durable, proportion d'exploitations forestières certifiées, etc.).

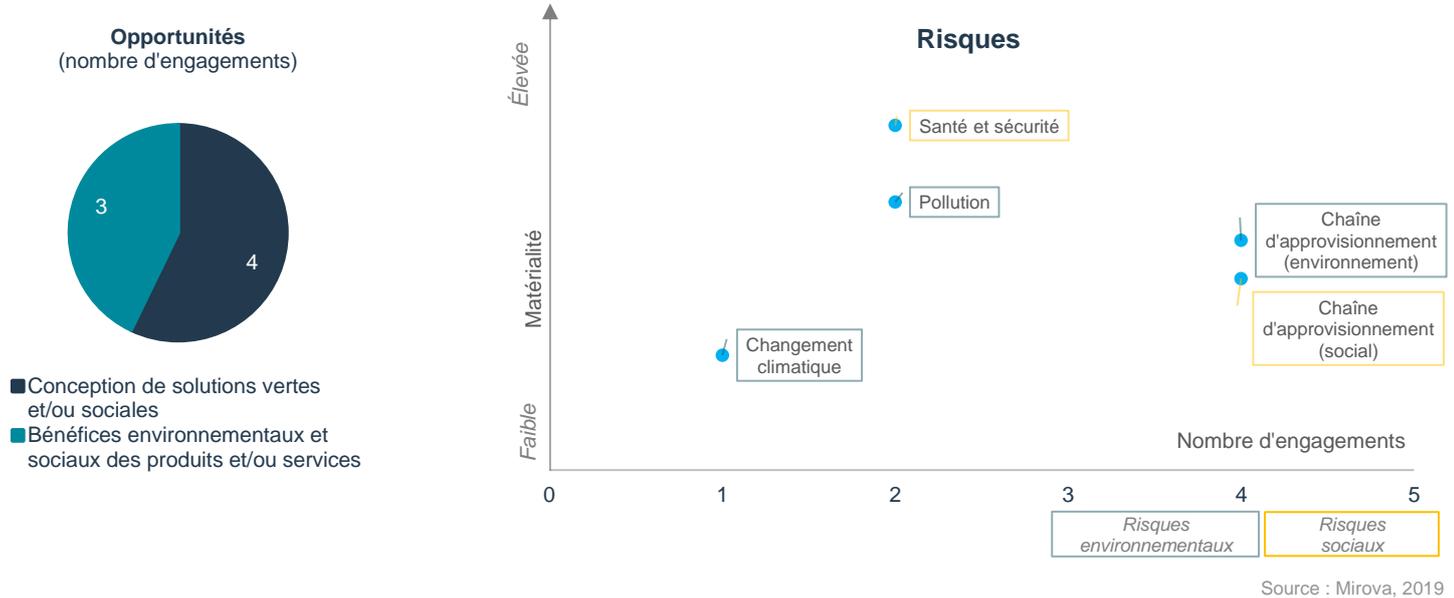
Ces secteurs sont fortement industriels, donc très exposés aux risques environnementaux et de sécurité à travers leurs activités. La toxicité des produits demeure un autre problème majeur, principalement en ce qui concerne les produits chimiques et agrochimiques. Par ailleurs, de nombreux acteurs du secteur sont exposés à des risques élevés dans leurs chaînes d'approvisionnement. On peut citer les entreprises d'ingrédients qui s'approvisionnent auprès des exploitants agricoles, ou encore les entreprises du papier et des emballages qui dépendent de l'exploitation forestière. Enfin, la filière des métaux et des mines est particulièrement exposée aux risques ESG, car elle est très étroitement liée à des impacts environnementaux critiques et des risques sociaux majeurs, notamment en termes de droits de l'homme.

**“15** entreprises ciblées en 2019

### Bilan de l'engagement

En 2019, nous avons mis en place des engagements précis afin d'entrer un peu plus dans les détails concernant les sujets traités avec les entreprises ciblées. Ainsi, les corrélations entre les chaînes d'approvisionnement responsables et les contraintes commerciales des entreprises ont été étudiées, en tenant compte des opportunités pour les entreprises et de la logique économique derrière l'approvisionnement durable. D'autres échanges ont porté plus spécifiquement sur la pollution, y compris sur la manière dont les écosystèmes pourraient être mieux préservés par des entreprises qui en sont fortement dépendantes. Enfin, concernant la gestion des risques, les questions de santé et de sécurité ont été abordées selon le contexte : des entreprises issues des différents secteurs industriels qui affichent une orientation défavorable dans ce domaine ont été sollicitées afin de fournir des informations complémentaires pour nous permettre de mieux comprendre leur gestion de ces problématiques.

**Figure 10 : L'engagement sur les risques et les opportunités du développement durable dans le secteur des ressources en 2019**



## L'engagement en pratique : Symrise

En 2019, Symrise, soucieuse de mieux intégrer le développement durable dans ses activités et sa communication, a lancé un projet visant à identifier les thèmes ESG les plus importants. Pour ce faire, Symrise voulait s'assurer que les voix de ses actionnaires principaux étaient entendues. Mirova étant un investisseur responsable de Symrise et compte tenu du dialogue constructif en place depuis des années, Symrise nous a invités à participer à cette initiative. Nous en avons profité pour expliquer notre approche en matière de développement durable et pour présenter notre opinion sur les questions les plus importantes concernant Symrise. En un mot, les problématiques liées à la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise ont été largement discutées. En effet, ces enjeux sont à la fois nombreux et cruciaux pour un acteur comme Symrise : l'entreprise doit assurer des pratiques responsables en amont et dépend fortement de ses canaux d'approvisionnement, ce qui rend les sujets non financiers très importants du point de vue opérationnel, en plus de la logique environnementale et sociale. Dans l'ensemble, notre participation à l'exercice de consultation a permis de renforcer notre compréhension mutuelle de nos principaux objectifs et contraintes, et de s'assurer que les attentes de Mirova en tant qu'investisseur responsable sont prises en compte dans la feuille de route et dans les priorités de développement durable de l'entreprise.

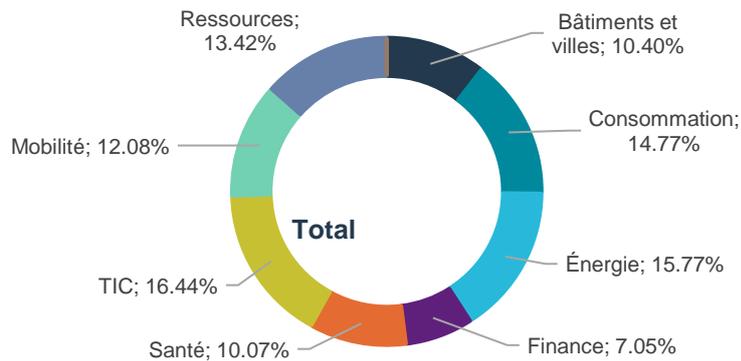


### 3. Focus thématique

#### CRÉATION D'EMPLOIS

**“288** entreprises ciblées  
pour leur stratégie de l'emploi en France

**Figure 11 : Engagement sur la création d'emplois par secteur en 2019**  
(% de tous les engagements liés à la création d'emploi)



Source : Mirova, 2019



Bien que l'emploi soit un enjeu majeur en France, cette question est rarement prise en compte dans le cadre de la gestion de portefeuilles. Depuis son lancement en 1994, le fonds Insertion Emplois Dynamiques (IED) a toujours placé cette question au coeur de sa stratégie à travers sa poche de financement solidaire, qui représente entre 5 et 10 % du fonds, mais également à travers sa poche en actions cotées (jusqu'à 90 % du portefeuille), en orientant les investissements vers des entreprises susceptibles de créer de l'emploi en France.

Chaque année, Mirova instaure le dialogue avec plusieurs entreprises afin de mieux comprendre leur vision de la création de l'emploi en France. Bien que la transparence sur la répartition des effectifs ne soit pas obligatoire, ces informations nous aident à élargir l'univers d'investissement du fonds.

Outre les données sur la transparence, la mise en évidence du lien entre la stratégie de l'entreprise et la gestion du capital humain nous permet de comprendre parfaitement l'approche de l'entreprise. Notre dialogue avec les entreprises, relatif à la stratégie du fonds IED et ses objectifs, nous permet de maintenir le dialogue sur l'amélioration des perspectives en matière d'emploi.

## GOVERNANCE : ENJEUX INTERSECTORIELS

**“270** entreprises ciblées dans le cadre de notre engagement sur la gouvernance du développement durable

Des problématiques similaires de gouvernance touchent presque tous les secteurs. En 2019, comme lors des années précédentes, Mirova a choisi de mettre l'accent sur les enjeux suivants.

### Responsabilisation et représentation des instances de gouvernance

- Le Comité de nomination est responsable du choix des candidats : Mirova attend des explications précises motivant ces choix.
- Une représentation équilibrée des différentes parties prenantes stratégiques de l'entreprise au sein du conseil : Mirova est notamment attachée à la présence de représentants de salariés au conseil, y compris dans les marchés où cette obligation réglementaire fait défaut.

### Rémunération équitable pour les parties prenantes

- Aligner la rémunération des parties prenantes sur la création de valeur réelle. L'alignement des intérêts des parties prenantes à long terme sur ceux de l'entreprise devrait aboutir à une corrélation positive entre la rémunération des actionnaires (dividendes et rachats d'actions), des dirigeants (rémunération globale), des salariés (salaires) et même des revenus de l'État (par la fiscalité).
- Équilibrer la rémunération dans l'entreprise. Les parties prenantes de l'entreprise ne peuvent collaborer efficacement que si leurs contributions sont reconnues et récompensées. Les sociétés dans lesquelles Mirova investit devraient disposer de mécanismes de distribution et de rémunération régis par un principe d'équité. Nous encourageons les entreprises à inclure des représentants du personnel dans les comités de rémunération et à annoncer les modifications apportées, en particulier en ce qui concerne la rémunération des dirigeants.

### Prise en compte des questions environnementales et sociales dans la gouvernance

- Inclusion de critères sociaux et environnementaux dans les politiques de rémunération. À travers le dialogue avec ses entreprises en portefeuille, Mirova cherche à comprendre comment la stratégie RSE s'intègre dans les mécanismes de rémunération, à évaluer la pertinence des critères retenus pour examiner les problèmes auxquels l'entreprise est confrontée, et à réglementer le suivi.
- Prise en compte des enjeux RSE au niveau du conseil d'administration. Nous encourageons les entreprises à créer au sein du conseil un comité RSE, ou toute autre instance équivalente dédiée à ces questions.
- Vérification et certification des informations extrafinancières. Mirova souhaite que le rapport annuel intègre des informations auditées et certifiées sur les performances environnementales et sociales de l'entreprise.



## 4. Influence par l'exercice du droit de vote

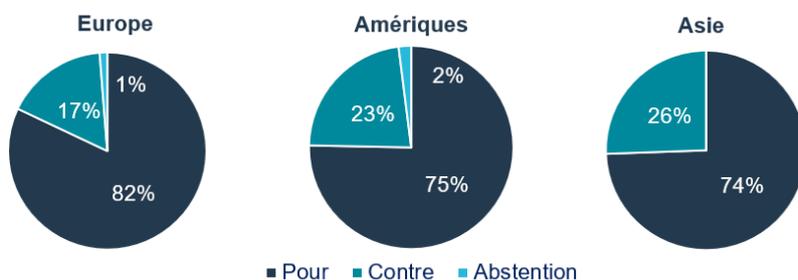
Afin de promouvoir la création de valeur durable pour toutes ses parties prenantes, Mirova a élaboré une politique de vote conforme à sa stratégie d'investissement durable.

En 2015, Mirova a entamé un examen approfondi et critique des enjeux de la gouvernance traditionnelle, afin de définir un modèle de gouvernance fondé sur une vision entrepreneuriale et durable de l'entreprise. L'aboutissement de cette réflexion a posé les jalons d'une nouvelle politique de vote reposant sur un nouveau modèle de gouvernance qui se décline en quatre axes majeurs :

- le développement d'une base actionnariale pérenne à même de soutenir la stratégie de développement durable de l'entreprise ;
- la création d'organes de direction au service de toutes les parties prenantes et en charge des problématiques RSE ;
- l'introduction d'une politique de rémunération qui n'est pas seulement juste pour toutes les parties prenantes, mais qui intègre également des considérations environnementales et sociales dans les critères de détermination des incitations et d'alignement des intérêts ;
- une transparence accrue et une meilleure qualité des informations financières et extrafinancières grâce à la mise en place d'un système de reporting audité qui prend en compte les enjeux du développement durable ainsi que les questions financières.

Cette approche s'appuie sur les travaux de la chaire académique Mines ParisTech « Théorie de l'entreprise. Modèles de gouvernance et création collective ». Mirova soutient ces travaux depuis 2015.

**Figure 12 : Bilan des votes 2019 par zone géographique**  
(Nb de résolutions)



Source : Mirova, 2019

### VOTES CONTESTÉS EN 2019

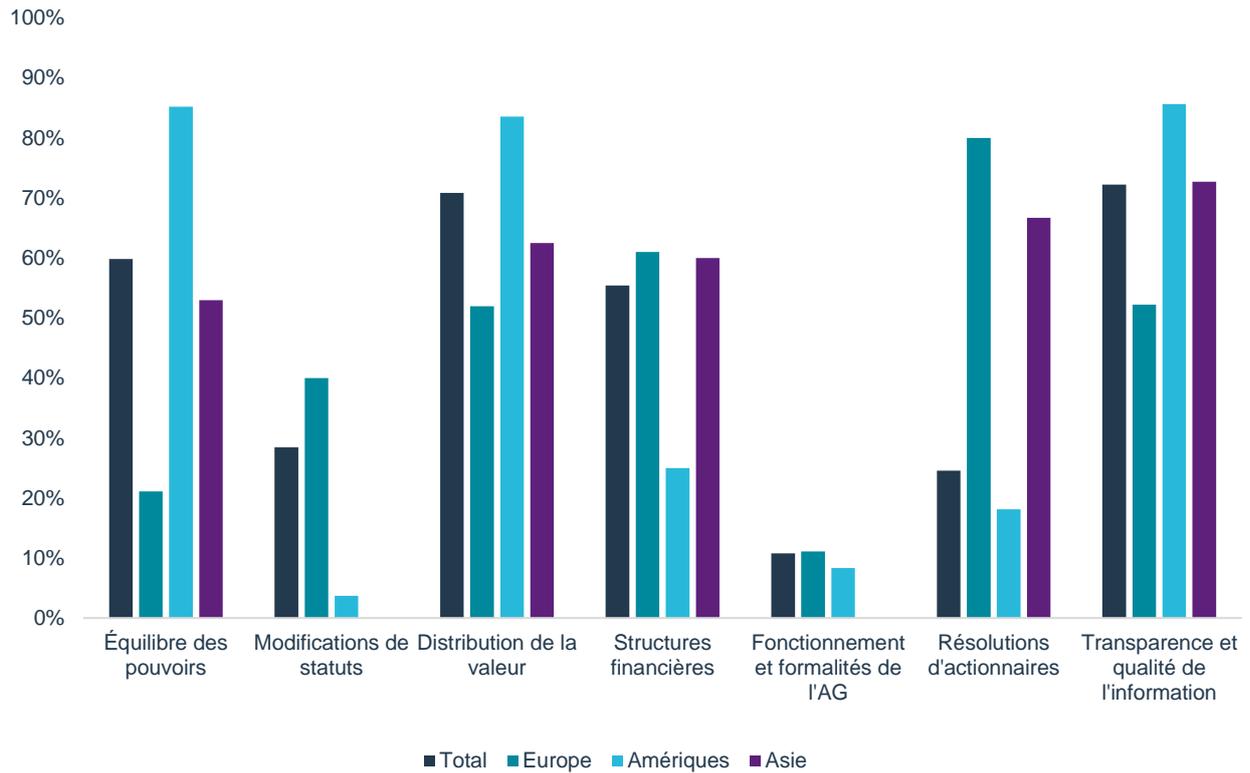
**“22,8 %”** est le taux d'opposition moyen<sup>4</sup> en 2019

Le pourcentage de votes contestés par Mirova est moins élevé cette année en Europe (18 %) qu'aux États-Unis (25 %) ou en Asie (26 %). Cela est dû à l'amélioration générale des pratiques de plusieurs entreprises, y compris en ce qui concerne la distribution de valeur plus équitable entre toutes les parties prenantes et la transparence accrue sur les informations extrafinancières. En effet, le thème « Distribution de la valeur » et celui sur la « Transparence de l'information » représentent 22 % des résolutions soumises au vote en

<sup>4</sup> Taux d'opposition moyen par entreprise

Europe en 2019, avec un taux d'opposition pour les deux sujets ayant baissé à 52 % (contre 98 % et 70 % respectivement en 2018). Toutefois, bien que le niveau de contestation ait baissé en Europe concernant le thème « Équilibre des pouvoirs », il a considérablement augmenté en Asie et en Amérique du Nord en raison de l'absence d'équilibre dans la représentation des actionnaires stratégiques de l'entreprise au conseil d'administration (cumul des mandats, absence de parité hommes-femmes, absence de représentants de personnel au conseil).

**Figure 13 : Taux d'opposition de Mirova par sujet en 2019**  
(Nb d'entreprises)



Source : Mirova, 2019



## 5. Amélioration des obligations vertes et sociales



L'approche d'engagement de Mirova à l'égard des obligations vertes, sociales et de développement durable se fonde sur la conviction que la prise en compte de critères extrafinanciers dans le processus d'investissement est essentielle pour créer de la valeur à long terme. En investissant dans des obligations de développement durable, Mirova peut cibler des entités ou des projets dans lesquels investir. Cela permettrait de capitaliser sur les opportunités créées par la transition vers une économie plus durable, tout en s'assurant que les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont pris en compte.

**“63** émetteurs avec lesquelles Mirova est engagée

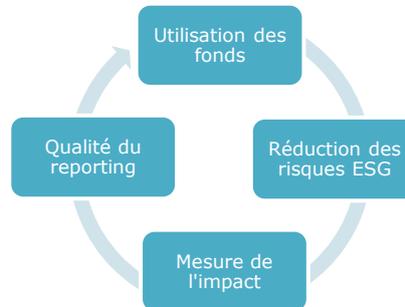
### SITUATION DU MARCHÉ EN 2019

Le marché des obligations de développement durable est tout récent et ses pratiques variées, notamment en matière de transparence. Tout au long de l'année, nous avons poursuivi le dialogue avec les émetteurs actuels et potentiels de ce type d'obligations sur la manière d'améliorer la transparence du marché et d'évoluer vers un reporting d'impact. Nous les avons également informés de nos attentes et nous avons travaillé à la mise en place d'un marché obligataire durable, structuré et crédible. Étant donné que le marché des obligations vertes est maintenant actif depuis quelques années, davantage de rapports sur les obligations vertes sont publiés. Cela signifie que la majeure partie de notre travail d'engagement auprès des émetteurs en 2019 a porté sur l'amélioration de la qualité de l'information financière et des indicateurs d'impact utilisés. Parmi les sujets abordés figurent les précisions sur ce qui est attendu en matière de reporting en raison d'un manque de clarté quant à la nécessité d'inclure tous les actifs des activités environnementales d'un émetteur, ou seulement ceux financés par les obligations vertes. Nous avons également discuté du rapport d'impact, ainsi que des indicateurs de résultats et des méthodes utilisées. Pour les nouveaux émetteurs, nous nous sommes concentrés sur les critères de sélection des projets afin de nous assurer que les projets potentiels contribueraient positivement à la réalisation de plusieurs ODD.

L'année 2019 a été riche en événements, car d'autres obligations liées au développement durable ont fait leur apparition sur le marché, telles que les obligations de transition et les obligations à impact positif (*sustainability-linked bonds*). Alors que le marché continue de croître, ce genre de nouveauté va émerger afin d'inclure autant d'émetteurs différents que possible. Mirova encourage l'innovation, cependant il convient d'être prudent et de s'assurer de l'intégrité et de la crédibilité du marché des obligations vertes, sociales et à impact positif. Pour l'instant, il est trop tôt pour prévoir l'évolution du marché, mais Mirova va continuer à s'engager avec des émetteurs et autres intervenants pour s'assurer que la crédibilité et l'intégrité pour lesquelles nous avons travaillé sans relâche restent intactes.

## APPROCHE D'ENGAGEMENT

**Figure 14 : Approche d'engagement pour les obligations vertes et/ou sociales**



Source : Mirova, 2019

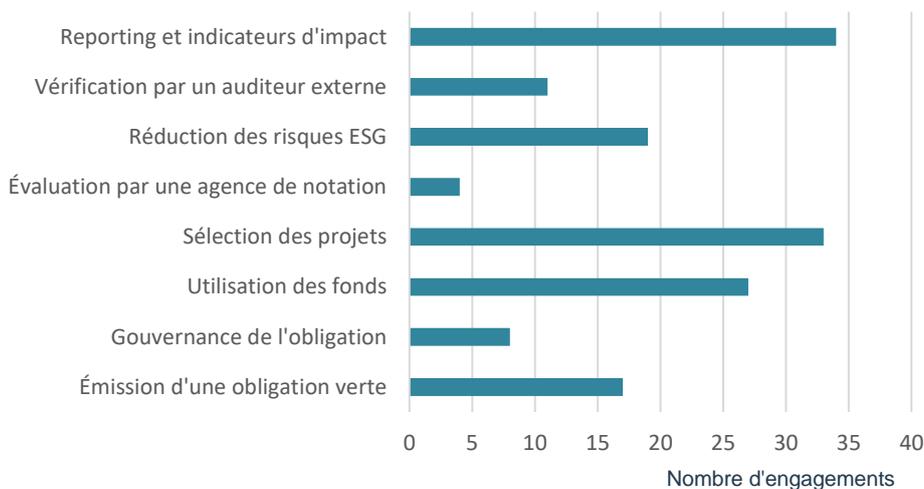
**Utilisation des fonds** —Nous recommandons aux entreprises émettrices d'indiquer clairement dans leurs prospectus que les recettes de l'émission obligataire serviront à financer des projets créateurs de valeur ajoutée environnementale ou sociale. Nous insistons fortement sur le besoin de clarté et de qualité concernant les principes d'allocation des fonds. Les critères de sélection des projets doivent être clairs et suffisamment restrictifs, afin de garantir des impacts environnementaux et/ou sociaux positifs des projets financés.

**Réduction des risques ESG** —Nous encourageons les émetteurs d'obligations durables à communiquer sur leurs stratégies de réduction des risques ESG associés aux projets qu'ils financent. Il s'agit d'un élément particulièrement important pour les projets qui pourraient avoir des conséquences négatives en cas de mauvaise gestion des risques sociaux et/ou environnementaux.

**Mesure d'impact** —Nous encourageons les émetteurs à améliorer la façon dont ils mesurent l'impact environnemental et/ou social des projets. Nous les encourageons également à publier les méthodologies qu'ils utilisent pour quantifier ces impacts afin que nous puissions mieux comprendre leur effet global.

**Transparence et qualité du reporting** —Nous encourageons les émetteurs à être très transparents en ce qui concerne la traçabilité des fonds levés par l'émission d'obligations durables. À cette fin, nous demandons que des rapports détaillant les projets financés soient publiés au moins une fois par an. Nous encourageons fortement les entreprises à faire auditer ces rapports par un tiers.

**Figure 15 : Nombre d'interactions sur les obligations vertes/sociales en 2019**



Source : Mirova, 2019

### L'engagement en pratique : ERG

Mirova a rencontré et a discuté avec ERG à plusieurs occasions tout au long de l'année 2019. Acteur nouveau sur le marché obligataire public, ERG a décidé se lancer en émettant une obligation verte comme première émission. L'entreprise est en train de changer de modèle économique et d'abandonner progressivement son exposition importante aux énergies fossiles en devenant un acteur majeur dans les énergies renouvelables. Cette décision stratégique a été chaleureusement accueillie, car elle nous a aidés à identifier l'entreprise comme candidat à l'investissement. Notre dialogue avec l'entreprise est constructif et instructif, puisqu'il a permis à ERG de mieux comprendre les attentes de Mirova en tant qu'investisseur, tout particulièrement en ce qui concerne le reporting. Pour sa part, Mirova a mieux compris les défis auxquels l'entreprise fait face en déployant ses projets d'énergies renouvelables. Ce type de dialogue est important pour Mirova, car il nous donne un aperçu plus clair du travail que mènent les émetteurs et des difficultés auxquelles ils sont confrontés.



## 6. Infrastructures responsables



Mirova s'efforce de cibler en priorité les projets aptes à capter les opportunités liées à la transition de notre économie vers une société plus durable, tout en s'assurant de la gestion des risques environnementaux et sociaux. Notre équipe de recherche examine d'abord si un projet contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable majeurs, puis évalue les risques environnementaux et sociaux inhérents au cycle de vie du projet.

La démarche d'engagement de Mirova concernant les projets d'infrastructures se fonde sur la conviction que le financement des infrastructures de transition énergétique est un moyen efficace et visible de répondre aux enjeux de développement durable de l'économie réelle. Cependant, pour pouvoir mettre en lumière les bénéfices environnementaux et sociaux d'un projet auprès d'investisseurs, Mirova a besoin de chiffres concrets : créations d'emplois à long terme pour chaque projet, émissions de CO2 évitées pour les projets d'énergies renouvelables, pourcentage de baisse de la consommation d'énergie pour les projets d'efficacité énergétique, nombre de kilomètres de lignes supplémentaires pour les projets ferroviaires, etc. La prise en compte des critères environnementaux et sociaux dans la classe d'actifs « infrastructures » en est encore à ses débuts. Afin d'encourager cette démarche, nous menons un dialogue avec les porteurs de projets.

L'intégration de ces problématiques dans les décisions d'investissement concernant les projets d'infrastructure repose sur plusieurs facteurs :

1. la recherche de leviers pour financer la transition énergétique et sociale, qui requiert un fléchage des projets à haute valeur ajoutée environnementale et/ou sociale ;
2. l'accompagnement des entités publiques qui intègrent progressivement ces critères de développement durable dans les appels d'offres ;
3. l'accroissement de l'impact de l'investissement responsable avec des véhicules financiers permettant d'améliorer la traçabilité entre les fonds et les bénéfices environnementaux et sociaux générés.

En 2019, Mirova a continué à déployer sa méthode d'analyse des fonds d'infrastructures en suivant le processus d'engagement suivant :

**Figure 16 : Processus d'engagement pour les projets d'infrastructures**



Source : Mirova, 2019

Au regard du caractère émergent de ces sujets, nous avons identifié des axes d'amélioration en termes de transparence et d'évaluation de la performance pour l'ensemble des projets. Le niveau d'information est parfois faible pour certains indicateurs. En tant qu'investisseurs responsables, nous cherchons à encourager nos partenaires à augmenter la quantité d'information collectée ainsi que le degré de transparence de ces indicateurs.

Cette approche est utilisée à la fois directement par les chefs de projet et indirectement au moyen d'initiatives communes avec d'autres investisseurs. Lors de l'analyse des projets, nous définissons systématiquement les thèmes clés de l'engagement. Une fois l'investissement réalisé, les discussions sont menées entre Mirova et les industriels responsables du projet afin de collaborer à son amélioration. Lorsqu'un projet est évalué en comité, une demande de transparence accrue accompagne son analyse. Cette demande, adaptée à chaque projet, est transmise aux entreprises concernées pour qu'elles améliorent le niveau de collecte et de diffusion des informations environnementales et sociales.

En 2019, nous nous sommes spécifiquement engagés sur ces sujets afin de sensibiliser les entreprises sur leur importance du point de vue de l'investissement responsable :

- intégration des critères ESG dans le processus de sélection des fournisseurs, qui portent tant sur leurs pratiques sociales qu'environnementales ;
- transparence renforcée sur le processus de consultation des communautés locales ;
- réduction des accidents, incidents et autres problèmes de santé et de sécurité durant la phase de construction en mettant en place un système solide de gestion de ces questions, qui concernent tant les ouvriers que les sous-traitants, avec une évaluation régulière, des audits et des rapports ;
- garanties pour éviter les incidents environnementaux durant la construction et l'exploitation ;
- surveillance étroite des mesures de compensation et d'atténuation des risques environnementaux, identifiés lors de l'évaluation d'impact sur l'environnement, pour garantir leur mise en place effective ;
- transparence renforcée sur la gestion des risques environnementaux et sociaux durant le fonctionnement et les opérations de maintenance ;
- gestion responsable des produits de fin de vie du projet, y compris la gestion des déchets et le recyclage.

## L'engagement en pratique : Dana

En 2019, Mirova a investi dans Dana, un portefeuille de 6 installations de production de biogaz à base de déchets agricoles et agroalimentaires. Après avoir visité le site, Mirova a mis en évidence les principaux domaines d'intérêt qui devraient être surveillés en permanence pendant les phases d'exploitation et de maintenance. Plus précisément, bien que des politiques et procédures appropriées aient été mises en œuvre par la société responsable de l'exploitation et de l'entretien, Mirova a encouragé le personnel à respecter soigneusement les instructions de santé et de sécurité et à porter systématiquement les équipements de protection, y compris celui de détection de gaz toxiques — afin d'éviter leur inhalation pouvant entraîner des décès. Cette société responsable de l'exploitation et de la maintenance des installations a accepté la recommandation de Mirova et s'est engagée à mettre en place un rapport dédié à la santé et à la sécurité.

En plus de l'énergie renouvelable, chaque installation, à l'issue du procédé de fabrication du biogaz, fournit aux agriculteurs locaux des engrais qui peuvent remplacer des engrais chimiques. Cependant, l'impact écologique de ce type d'engrais dépend de la nature de produits utilisés comme matière première, car ils peuvent contenir des huiles industrielles. Par conséquent, Mirova a insisté sur l'importance de contrôle du niveau de toxicité du digestat de sortie, à compléter par l'analyse de digestat préalable à l'exportation accompagnée d'une étude approfondie du sol sur les parcelles réceptrices du digestat (tant pour détecter les polluants que pour contrôler la quantité d'azote introduite). Bien que l'entreprise soit d'accord avec la pertinence d'une telle procédure, elle avait déjà déployé un mécanisme similaire pour surveiller l'impact environnemental de l'engrais issu du procédé de fabrication avant de le répandre et continuera de le faire.

Globalement, l'entreprise a apprécié d'entendre l'opinion d'un investisseur responsable concernant la manière dont elle mène ses activités. Ainsi, elle souhaite poursuivre ce dialogue fructueux avec Mirova.

## II. Engagement collaboratif

**L'engagement collaboratif** consiste à identifier des pratiques controversées au niveau d'un secteur ou d'un groupe d'entreprises et à engager le dialogue pour demander plus de transparence et, le cas échéant, un changement de pratiques. Afin de renforcer la capacité d'influence des investisseurs responsables, l'engagement est mené avec d'autres investisseurs afin d'inciter les émetteurs à effectuer des changements précis et mesurables dans un délai déterminé. L'engagement peut également être mené au niveau des associations sectorielles et/ou des politiques publiques.

### 1. Objectifs

- Rendre **éligibles à l'investissement des entreprises** qui étaient jusque-là exclues de l'univers d'investissement développement durable de Mirova ou de celui de ses clients en raison de mauvaises pratiques environnementales ou sociales (par exemple, engagement avec le secteur pétrolier pour promouvoir la décarbonation du portefeuille).
- **Améliorer la transparence** et/ou les pratiques des entreprises sur des sujets controversés afin qu'elles restent éligibles à l'investissement (par exemple, ouvrir un dialogue sur la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise pour l'encourager à adopter de meilleures pratiques en matière de droits humains).

### 2. L'approche de Mirova

#### 1. Plateforme d'engagement collaboratif Mirova

En 2014, Mirova a lancé sa propre plateforme d'engagement collaboratif, constituée d'experts issus de son équipe de recherche et de représentants de clients et d'investisseurs intéressés par l'engagement collaboratif. Depuis, Mirova a lancé trois initiatives par le biais de cette plateforme, qui traitent de questions spécifiques nécessitant davantage d'engagements de la part des investisseurs. Au fil des ans, Mirova a fait la promotion des objectifs d'engagement de ces initiatives, notamment l'amélioration des pratiques et les changements dans les secteurs concernés.

#### 2. Autres initiatives collaboratives

D'autres investisseurs créent également des initiatives d'engagement collaboratif. Lorsque leurs thématiques correspondent à la stratégie de Mirova et aux priorités identifiées, nous nous associons aux lettres d'engagement et aux déclarations publiques des autres investisseurs.

#### 3. Initiatives PRI

Enfin, Mirova est membre de l'un des groupes de travail d'investisseurs organisés dans le cadre des PRI visant à améliorer certaines pratiques sectorielles. En 2019, Mirova a contribué à 4 initiatives PRI.

## 3. Synthèse et chiffres clés



### ENGAGEMENTS COLLABORATIFS MENÉS PAR MIROVA

#### Égalité des sexes

- En octobre 2019, Mirova a initié une coalition d'investisseurs afin d'apporter son soutien aux « Principes d'autonomisation des femmes » de l'ONU afin de promouvoir l'égalité des sexes.
- Depuis novembre 2019, Mirova s'est engagée avec plusieurs entreprises sur ce sujet en particulier, afin de les encourager à améliorer la diversité à tous les niveaux de gestion et de signer les sept principes de l'ONU sur l'autonomisation des femmes. Au-delà de cette signature, Mirova va contribuer à la mise en place de politiques pertinentes relatives à ces principes.

#### Chaîne d'approvisionnement

##### Secteur des TIC

- Depuis 2014, Mirova et ses partenaires s'efforcent d'encourager les entreprises des TIC à adopter des pratiques garantissant que leurs chaînes d'approvisionnement sont plus durables.
- En 2019, Mirova a continué à développer ses partenariats et à soutenir les initiatives du secteur, tout en envoyant régulièrement aux entreprises des commentaires sur leurs pratiques et les améliorations attendues.

##### Secteur textile

- En 2014, Mirova a commencé à encourager les entreprises à adhérer à des niveaux de transparence plus élevés dans la gestion de leur chaîne d'approvisionnement.
- En 2019, Mirova a poursuivi ses efforts pour accroître la transparence dans la chaîne d'approvisionnement textile et pour s'assurer que les pratiques étaient conformes aux attentes des investisseurs grâce à son travail avec la Sustainable Apparel Coalition (SAC).



### AUTRES INITIATIVES D'ENGAGEMENT COLLABORATIF

**“21** initiatives soutenues

**“12** thèmes environnementaux

**“8** thèmes sociaux

**“3** thèmes de gouvernance d'entreprise

## Engagements collaboratifs menés par Mirova

### ÉGALITÉ DES SEXES



Bien que les femmes représentent près de la moitié de la population mondiale, elles continuent de faire face à des défis importants, sont moins avantagées et ont accès à moins de possibilités que les hommes. Certes, ces 25 dernières années — depuis la Déclaration de Beijing et du Programme d'action adopté à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en 1995 — nous avons constaté des progrès significatifs pour les droits des femmes. Cependant, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies reflète la nécessité de progresser davantage, notamment en ce qui concerne l'objectif déclaré de « parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » (ODD 5).

En outre, la sous-représentation des femmes aux postes de direction dans le secteur privé est de plus en plus considérée comme un enjeu majeur, non seulement du point de vue de l'équité et de l'égalité, mais aussi parce que cette sous-représentation entrave la performance financière. Bien qu'il soit difficile de prouver un lien de causalité, une recherche approfondie a révélé une forte corrélation entre une diversité délibérément mise en place au travail et le rendement financier de l'entreprise.

### Activités d'engagement en 2019

En tant qu'investisseurs, nous sommes convaincus que l'égalité des sexes contribue à accroître les bénéfices pour la société et pour l'économie tout en permettant une meilleure performance financière. Nous pensons qu'une entreprise qui promeut et prend des mesures décisives en faveur de l'égalité des sexes est une entreprise qui créera de la valeur, non seulement pour les investisseurs, mais pour toutes ses parties prenantes. Il s'agit donc d'un critère important intégré dans nos stratégies d'investissement. Pour ces raisons, nous avons intégré la question de l'égalité des sexes dans notre gamme de solutions d'investissement. Pour aller plus loin, en octobre 2019, Mirova a initié une coalition d'investisseurs afin d'apporter son soutien aux « Principes d'autonomisation des femmes » de l'ONU et promouvoir l'égalité des sexes. Cette déclaration, cosignée par 66 investisseurs représentant plus de 4 000 milliards d'euros d'actifs sous gestion, a reçu le soutien d'ONU Femmes et du Pacte mondial des Nations unies.

La déclaration a été diffusée à plus de 1 600 entreprises mondiales. À travers cette déclaration commune, Mirova et les investisseurs signataires ont réaffirmé leur intérêt croissant à l'égard de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le cadre de leurs décisions d'investissement. Par conséquent, nous avons fortement encouragé les dirigeants des entreprises à prendre des mesures pour promouvoir l'égalité des sexes dans leurs entreprises en signant le Principe d'autonomisation des femmes et nous avons appelé les entreprises à favoriser la mise en œuvre d'outils de mesure de la performance en matière d'égalité des sexes et à améliorer la transparence de leurs actions et de leurs résultats. En conséquence, Mirova a reçu plus d'une centaine de réponses des entreprises ciblées, y compris directement des PDG, avec un engagement : aborder cette question et accroître la transparence sur la diversité des sexes.

### Les sept « Principes d'autonomisation des femmes »

- Principe 1 : Avoir une **direction favorable à l'égalité des sexes au plus haut niveau des entreprises** ;
- Principe 2 : Traiter tous les hommes et les femmes de manière **équitable** au travail — respecter et appuyer les droits de l'homme et la non-discrimination ;
- Principe 3 : Garantir la **santé, la sécurité et le bien-être** des travailleurs des deux sexes ;
- Principe 4 : Promouvoir **l'éducation, la formation et le développement professionnel** des femmes ;
- Principe 5 : Mettre en œuvre des **pratiques permettant d'autonomiser les femmes au niveau du développement des entreprises, de la chaîne logistique et du marketing** ;
- Principe 6 : Promouvoir l'égalité grâce à des **initiatives communautaires et à la mobilisation** ;
- Principe 7 : **Mesurer et faire rapport publiquement** sur les progrès réalisés en faveur de l'égalité des sexes.

## LES RISQUES SOCIAUX AU SEIN DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT



Les problèmes sociaux au sein de la chaîne d'approvisionnement peuvent présenter des risques importants pour les entreprises. À la suite de certains événements (suicides à Foxconn en 2010, effondrement du Rana Plaza en 2013), il est devenu évident qu'en dépit des efforts pour améliorer la situation, des problèmes sociaux persistent dans ces secteurs d'activité. Ces événements soulignent le besoin urgent d'actions immédiates et continues de la part des gouvernements, de la société civile et des entreprises elles-mêmes.

Lancé en 2014, l'engagement a pour but de travailler avec les entreprises du Textile et des TIC pour une chaîne d'approvisionnement plus durable, respectueuse des droits humains et qui garantit à ses employés des conditions de travail décentes. Après deux ans de discussion, les résultats montrent que malgré les mécanismes nécessaires mis en place pour encourager les fournisseurs à adopter des pratiques plus responsables, des controverses plus ou moins graves continuent à apparaître. Cela montre le besoin de mesures plus systémiques et collaboratives nécessitant l'implication de toutes les parties prenantes. Les industries du textile et des TIC doivent donc mieux se coordonner afin d'avoir un véritable impact positif sur leur chaîne d'approvisionnement. Des réunions ont été organisées en 2016 dans le cadre d'initiatives sectorielles : *Sustainable Apparel Coalition (SAC)* pour l'industrie textile et *Responsible Business Alliance (RBA, anciennement EICC)* pour l'industrie des TIC, pour appréhender comment les investisseurs pourraient intervenir et inciter les deux secteurs à progresser vers une chaîne logistique plus durable.

**Figure 17 : Processus d'engagement dans le cadre de l'initiative liée à la chaîne d'approvisionnement**

Source : Mirova, 2019

En 2017, Mirova est devenu le premier investisseur membre de la *Sustainable Apparel Coalition* (SAC) à contribuer à sa feuille de route pour plus de transparence d'ici à 2020. Bien que la RBA n'ait pas encore décidé comment elle souhaitait inclure les parties prenantes, Mirova a pu communiquer ses attentes en matière de transparence dans le secteur en participant à différentes conférences. En 2019, Mirova a continué à développer ses partenariats et à soutenir les initiatives du secteur, tout en adressant régulièrement aux entreprises des commentaires sur leurs pratiques et des observations sur les améliorations attendues.

## Textile

Depuis son adhésion à la *Sustainable Apparel Coalition* (SAC) en 2017, Mirova collabore avec cette organisation sur l'élaboration d'une feuille de route pour plus de transparence d'ici à 2020. Mirova est également membre des groupes de travail des parties prenantes « Module sur la marque » et « Transparence ».

Le module sur la marque *Brand Retail Module* (BRM) est un module de transparence qui permet aux marques (comme certaines sociétés dans lesquelles Mirova a investi) de montrer leurs progrès en matière de développement durable. Les questions posées dans ce module sont en cours de mise à jour. Le processus a commencé en 2017, quand Mirova avait fait part de ses premières observations. En 2018, Mirova a regroupé les commentaires des investisseurs pour le BRM et les a transmis à la SAC qui les a intégrés dans le module. Début 2019, la SAC et Mirova ont tenu une réunion de lancement pour discuter de l'organisation d'un groupe consultatif d'investisseurs qui serait constitué dans l'année. L'objectif de ce groupe consultatif était de s'assurer que les données Higg BRM accessibles au public pouvaient être utilisées par la communauté des investisseurs pour l'intégration et l'engagement ESG, et de créer un plan d'engagement pour 2020 afin d'encourager les marques à rendre leurs données Higg BRM publiques. Au printemps 2019, la version finale du BRM a été soumise aux membres de la SAC pour le vote. Malheureusement, le quorum a été insuffisant pour pouvoir valider cette version. Cela a entraîné un retard dans le calendrier, car il a fallu consacrer plus de temps à la finalisation et à l'approbation du BRM par ses membres. Cela signifie également que le projet du groupe consultatif des investisseurs a été mis en suspens jusqu'à nouvel ordre. Par conséquent, cet engagement sera suspendu jusqu'à nouvel ordre également. Nous attendons que la SAC nous donne de nouvelles informations concernant l'approbation du BRM avant de décider de poursuivre avec cet engagement.

## TIC

Compte tenu de nos difficultés à entamer le dialogue avec certaines entreprises, en 2016, nous avons décidé d'adopter une nouvelle stratégie. Plutôt que de communiquer directement avec les entreprises, nous transmettons nos messages lors de notre participation à la

*Responsible Business Alliance (RBA)* qui inclut des entreprises hors du secteur des TIC, néanmoins exposées à des problématiques similaires (comme les voitures électriques par exemple). Nous avons par conséquent adressé une lettre à Rob Lederer (Directeur exécutif), au nom de la plateforme, décrivant l'objet de notre engagement.

La RBA reste la référence en matière de normes et d'outils permettant aux entreprises de soutenir une gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement tout au long de la chaîne de valeur des TIC. La RBA compte plus de 140 membres, parmi lesquels Apple, Samsung Electronics et Microsoft. Depuis 2017, nous y avons activement participé, notamment en assistant aux événements, en prenant la parole à l'occasion d'une réunion des membres du conseil d'administration et lors de plusieurs conférences téléphoniques avec des représentants de la RBA.

En 2019, la RBA nous a invités à être panélistes à sa conférence annuelle à Bruxelles. Nous avons profité de cette occasion pour souligner l'importance d'une gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement, en mettant l'accent sur les indicateurs clés que nous utilisons, le type de pratiques que nous attendons de la part des entreprises et le niveau des pratiques en dessous duquel les entreprises ne sont pas éligibles à nos fonds d'investissement. Nous avons eu également la possibilité de partager notre vision en détail avec certains membres en répondant aux questions posées par des entreprises et par d'autres organisations.

## 5. AUTRES INITIATIVES D'ENGAGEMENT



Environnement



Social



Gouvernance

### COLLABORATIF

#### Indice d'accès à la nutrition (ATNI)



**Date de lancement :**  
2014

**Zone géographique ciblée :**  
Monde

**Classe d'actifs couverte :**  
Actions et taux

**Participation :**  
Contributeur

**Organisation principale :**  
Indice d'accès à la nutrition

#### Contexte et objectifs

Les entreprises qui appliquent globalement des politiques et pratiques de nutrition solides sont plus à même de réduire les risques liés au renforcement de la réglementation dans l'industrie agroalimentaire et de faire évoluer le comportement des consommateurs vers des habitudes plus saines. La Fondation de l'accès à la nutrition conclut que même si certaines entreprises ont pris des mesures positives depuis le dernier classement en 2013, les changements dans l'industrie agroalimentaire ne s'opèrent pas assez rapidement. De bonnes politiques et pratiques en matière de nutrition sont essentielles pour les entreprises agroalimentaires, pour leur performance financière ainsi que pour leur caractère durable à long terme. Le but de cet engagement est de déterminer avec les entreprises la manière dont elles peuvent intégrer les conclusions et préconisations de l'ATNI à la performance stratégique de leurs pratiques en matière de nutrition.

#### Actions menées en 2019 et prochaines étapes

À la suite de cet engagement, Abbott a accepté de rapporter les recommandations et les commentaires de l'investisseur aux équipes/à la direction pour un examen plus approfondi. Abbott a également convenu d'un dialogue de suivi à l'automne pour des mises à jour et la poursuite des discussions.

#### Engagement de désinvestissement en lien avec la déforestation en Amazonie



**Date de lancement :**  
2019

**Zone géographique ciblée :**  
Monde

**Classe d'actifs couverte :**  
Actions et taux

**Participation :**  
Signataire

**Organisation principale :**  
Finance for Tomorrow

#### Contexte et objectifs

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de New York sur les forêts signée en 2014, cette initiative vise à mobiliser sans délai le secteur financier en faveur du problème majeur de la déforestation et de la dégradation des terres, car des forêts entières pourraient disparaître d'ici à 2030.

L'objectif de cette initiative commune est de rassembler les engagements d'une diversité d'acteurs financiers pour bloquer le financement de la déforestation et la dégradation des terres en Amazonie, et investir dans la restauration et la gestion durable des terres de cette région lors du sommet de l'ONU, afin de générer une amélioration notable de la durabilité des chaînes d'approvisionnement.

#### Actions menées en 2019 et prochaines étapes

En 2019, Mirova a signé la déclaration.

La signature de cette initiative implique de s'engager à l'intégration d'un audit préalable social et environnemental ambitieux en relation avec les problématiques de déforestation et de dégradation des terres dans les stratégies d'investissement, et à investir pour soutenir la réorientation des flux financiers vers la restauration et les modèles de gestion durable des terres, tels que l'agroécologie — y compris l'agroforesterie — et la gestion durable des forêts.

## Surutilisation des antibiotiques dans l'élevage



<p><b>Date de lancement :</b> 2016</p> <p><b>Zone géographique ciblée :</b> Royaume-Uni et États-Unis</p> <p><b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux</p> <p><b>Participation :</b> Signataire</p> <p><b>Organisation principale :</b> FAIRR Network</p>	<p><b>Contexte et objectifs</b></p> <p>L'engagement sur la gestion des antibiotiques en est actuellement à sa troisième et dernière phase, soutenu par 74 investisseurs représentant 3 400 milliards de dollars d'actifs combinés. Cet engagement est axé sur 20 entreprises mondiales de restauration et de restauration rapide.</p> <p>Nous demandons aux entreprises :</p> <p>a) d'établir une politique globale sur les antibiotiques afin d'éliminer progressivement l'utilisation préventive et automatique des antibiotiques dans toutes les chaînes d'approvisionnement de bétail, de volaille, de fruits de mer, de produits laitiers et d'œufs ;</p> <p>b) de définir précisément des objectifs et des échéanciers de sa mise en œuvre ;</p> <p>c) d'accroître la transparence en rendant compte de cette mise en œuvre, y compris des mécanismes de mesure et de vérification de l'utilisation des antibiotiques dans les chaînes d'approvisionnement.</p>	<p><b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b></p> <p>Les lettres d'engagement ont été envoyées aux entreprises ciblées à la mi-août 2018.</p> <p>Le taux de participation à cette initiative a été de 90 %, avec des réunions organisées avec deux entreprises. Ces réponses et réunions serviront à rédiger un rapport qui soulignera les progrès réalisés par les entreprises à ce jour, notamment les pratiques exemplaires. L'engagement officiel a pris fin en mai 2019, les entreprises étant entrées dans la phase de mise en œuvre sur la base des discussions d'engagement. FAIRR continuera à suivre leurs progrès et à mettre à jour les évaluations.</p>
---	---	--

## Climate Action 100+



<p><b>Date de lancement :</b> 2017</p> <p><b>Zone géographique ciblée :</b> Monde</p> <p><b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux</p> <p><b>Participation :</b> Contributeur</p> <p><b>Organisation principale :</b> AIGCC, Ceres, IGCC, IIGCC, PRI.</p>	<p><b>Contexte et objectifs</b></p> <p>L'initiative Climate Action 100+ a été lancée lors du Sommet One Planet et est soutenue par 225 investisseurs (pour un total de 26 300 milliards de dollars en actifs sous gestion). Climate Action 100+ est soutenu et coordonné par cinq organisations partenaires : Asia Investor Group on Climate Change (AIGCC) ; Ceres ; Investor Group on Climate Change (IGCC) ; Institutional Investors Group on Climate Change (IIGCC) ; et Principles for Responsible Investment (PRI). Elle s'appuie sur l'engagement collaboratif des investisseurs initié depuis 2012 par les quatre organisations qui forment ensemble la Coalition mondiale des investisseurs sur le changement climatique.</p> <p>L'initiative vise à obtenir des engagements de la part des conseils d'administration et des instances dirigeantes pour :</p> <p>1) mettre en œuvre un cadre de gouvernance solide qui énonce clairement la responsabilité et la surveillance du conseil d'administration en ce qui concerne les risques et les opportunités liés au changement climatique ;</p> <p>2) agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre tout au long de leur chaîne de valeur, conformément à l'objectif de l'Accord de Paris de limiter l'augmentation moyenne de la température de la planète bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels ;</p> <p>3) fournir une meilleure information d'entreprise conformément aux recommandations finales du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (Task Force on Climate-related Financial Disclosures), afin de permettre aux investisseurs d'évaluer la robustesse des plans économiques des entreprises par rapport à une série de projections climatiques.</p>	<p><b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b></p> <p>Nous avons continué à soutenir l'initiative signée en 2017, qui portait sur 50 entreprises, et nous avons particulièrement poursuivi notre engagement avec Renault, Air France et Engie. À l'avenir, l'initiative visera à établir un indice de référence afin de faciliter l'utilisation pour les investisseurs.</p>
---	--	--



## Engagement sur les réseaux sociaux

S

<p><b>Date de lancement :</b> 2019</p> <p><b>Zone géographique ciblée :</b> Nouvelle-Zélande et Australie</p> <p><b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux</p> <p><b>Participation :</b> Signataire</p> <p><b>Organisation principale :</b> NZSuper</p>	<p><b>Contexte et objectifs</b></p> <p>Lors de la tragique fusillade dans une mosquée à Christchurch en Nouvelle-Zélande le 15 mars, une vidéo avait été diffusée en direct sur Facebook. L'événement a suscité des critiques sur la capacité des réseaux sociaux à empêcher de telles publications et à réagir rapidement.</p> <p>Par conséquent, les investisseurs néo-zélandais ont annoncé des plans pour un engagement collaboratif mondial avec trois entreprises de réseaux sociaux : Facebook, Alphabet et Twitter. Ils demandent un renforcement des contrôles pour empêcher de telles transmissions en direct, ainsi que leur diffusion ultérieure.</p>	<p><b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b></p> <p>Des lettres exhortant les trois réseaux sociaux à renforcer les contrôles pour prévenir de tels événements ont été envoyées peu après la fusillade. De même que pour les engagements précédents et malgré quelques progrès accomplis par ces entreprises sur la gestion de contenu, aucune n'a répondu. En conséquence, aucun dialogue n'a pu être entamé.</p> <p>NZSuper prépare de nouvelles lettres ouvertes et pense bénéficier de la dynamique de la commémoration de la fusillade de Christchurch et de la presse (notamment du relais par FT et WSJ). Mirova signera à nouveau ces lettres.</p>
---	---	---

## Lettre Exxon Mobil

E

<p><b>Date de lancement :</b> 2019</p> <p><b>Zone géographique ciblée :</b> Monde</p> <p><b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux</p> <p><b>Participation :</b> Signataire</p> <p><b>Organisation principale :</b> IIGCC</p>	<p><b>Contexte et objectifs</b></p> <p>Une coalition d'investisseurs, représentant 9 500 milliards de dollars d'actifs sous gestion, a demandé à Exxon de publier dans son rapport annuel ses objectifs à court, moyen et long terme en matière de gaz à effet de serre, alignés sur les objectifs de réduction des émissions de GES, et de poursuivre ses efforts pour limiter l'augmentation du réchauffement planétaire à 1,5 °C.</p> <p>On constate l'importance de cette question pour les investisseurs d'Exxon à travers un engagement permanent avec l'entreprise au cours de ces dernières années. Alors que l'impact du dérèglement du climat et des émissions de GES est devenu plus tangible pour la société et les portefeuilles, nous voulons nous assurer que nos entreprises en portefeuille sont en phase avec les demandes à long terme concernant l'atténuation du changement climatique.</p>	<p><b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b></p> <p>En 2019, Mirova a signé la lettre qui a maintenant été rendue publique. Toutefois, Exxon Mobil n'a pas réagi.</p>
---	--	--

## Déclaration d'investisseurs mondiaux aux gouvernements sur le changement climatique

E

<p><b>Date de lancement :</b> 2014</p> <p><b>Statut :</b> Ouvert</p> <p><b>Zone géographique ciblée :</b> G20</p> <p><b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux</p> <p><b>Participation :</b> Signataire</p> <p><b>Organisation principale :</b> FAIRR Network</p>	<p><b>Contexte et objectifs</b></p> <p>Le réchauffement climatique va entraîner l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles qui mettront en danger les personnes et les investissements. Il est nécessaire de renforcer la confiance des investisseurs pour financer davantage l'économie bas carbone afin de maintenir le réchauffement de la planète à moins de 2 °C par rapport au niveau préindustriel.</p> <p>Lancée en 2014, l'initiative vise à inciter les pays à mettre en œuvre des mesures pour réaliser leurs contributions au niveau national. Les gouvernements sont également priés d'élaborer des plans climatiques à long terme, spécifiques et ciblés, afin de s'aligner sur l'objectif de l'Accord de Paris.</p>	<p><b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b></p> <p>Étant donné que les politiques demandées dans la déclaration précédente n'ont pas été réalisées, l'IIGCC a décidé de reconduire la déclaration en 2019 et d'envoyer une lettre d'accompagnement aux gouvernements du G20. La déclaration a été présentée lors du Sommet mondial sur l'action pour le climat (23 septembre) et de la COP25 (2-13 décembre).</p>
---	--	---



## Initiative des investisseurs du Bangladesh de l'ICCR

S

<b>Date de lancement :</b> 2019	<b>Contexte et objectifs</b> Mirova soutient l'initiative des investisseurs du Bangladesh de l'ICCR (Bangladesh Investor Initiative) depuis sa création en 2014, en réaction à la tragédie du Rana Plaza. L'objectif principal de cette initiative est de s'assurer que les entreprises sont prêtes à respecter les normes de l'Accord Bangladesh.	<b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b> Mirova a signé la déclaration d'investisseurs de l'ICCR. Le gouvernement bangladais a décidé de prolonger l'accord sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments au-delà des dispositions initiales.
<b>Zone géographique ciblée :</b> Monde		
<b>Classe d'actifs couverte :</b> Capitaux propres	L'année 2019 était décisive pour l'accord puisqu'elle correspond à sa date d'expiration. Le gouvernement bangladais a pensé que le moment était venu de mettre fin à l'accord et de laisser les agences gouvernementales poursuivre leur travail.	
<b>Participation :</b> Signataire		
<b>Organisation principale :</b> ICCR	Estimant qu'une telle décision sans plan de transition précis serait préjudiciable aux progrès réalisés par l'accord et aux futures conditions de travail des ouvriers des usines, l'ICCR a lancé une déclaration d'investisseurs exhortant le gouvernement à reconsidérer sa décision. En outre, la signature de la déclaration d'investisseurs impliquait également de s'engager auprès des entreprises de notre portefeuille pour leur permettre de mieux comprendre les implications de ce changement de contrôle, tout en garantissant une sécurité des travailleurs au moins égale.	

## Initiative d'investisseurs en faveur de la décarbonation

E

<b>Date de lancement :</b> 2018	<b>Contexte et objectifs</b> Depuis qu'une trajectoire 1,5 °C est devenue la nouvelle norme pour limiter le réchauffement climatique, chaque acteur de l'économie doit se fixer des objectifs forts en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour s'engager sur cette trajectoire.	<b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b> En 2019, Mirova a signé plusieurs déclarations : RE100, EP100 et EV100. Elle a également adressé des courriers aux 35 destinataires identifiés comme étant à la traîne dans leur catégorie.
<b>Zone géographique ciblée :</b> Monde		
<b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux	En faisant suite à l'engagement à grande échelle dans le cadre de l'initiative RE100 en 2017, l'Investor Decarbonization Initiative part du principe qu'avec la ratification de l'Accord de Paris, les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TCFD) et l'examen de plus en plus minutieux des investisseurs institutionnels, les entreprises font face à des pressions croissantes pour répondre aux risques climatiques. Les changements technologiques et réglementaires offrent également de nouvelles opportunités commerciales en lien avec le climat. L'initiative vise ainsi à obtenir des entreprises qu'elles s'engagent à :	
<b>Participation :</b> Signataire		
<b>Organisation principale :</b> ShareAction	<ol style="list-style-type: none"> <li>1) fixer des objectifs scientifiques et conformes à l'Accord de Paris ;</li> <li>2) fixer des objectifs énergétiques complémentaires à l'appui de l'élaboration et de la réalisation des objectifs scientifiques ;</li> <li>3) établir un programme d'engagement clair et cohérent pour susciter des engagements significatifs en matière de décarbonation ;</li> <li>4) concevoir un mécanisme permettant aux investisseurs de contribuer aux objectifs de développement durable 7 (Énergie propre et abordable) &amp; 13 (Action pour le climat).</li> </ol>	

## Déclaration d'investisseurs sur la surveillance des impacts sociétaux par le conseil d'administration d'Alphabet



Date de lancement :	Contexte et objectifs	Actions menées en 2019 et prochaines étapes
2019	<p>Au vu de la taille d'une entreprise comme Alphabet et de l'importante influence systémique de ses produits et services sur la société et les individus, les décisions internes de l'entreprise peuvent avoir des conséquences considérables. Compte tenu des risques commerciaux importants et des risques pour les parties prenantes que peut entraîner une mauvaise gestion de cette responsabilité, une surveillance complète de ces risques par le conseil d'administration est nécessaire, y compris concernant la problématique des droits de l'homme lorsqu'il s'agit des questions liées à la confidentialité des données, à la liberté d'expression et à l'intelligence artificielle. Les investisseurs principaux notamment ont fait des tentatives significatives pour sensibiliser Alphabet à ces problématiques, mais la société n'a pas répondu de manière exhaustive aux préoccupations des investisseurs.</p>	
<b>Zone géographique ciblée :</b> Monde		En novembre 2019, Mirova a signé la déclaration d'investisseurs et attend maintenant la réponse de l'entreprise.
<b>Classe d'actifs couverte :</b> Capitaux propres		
<b>Participation :</b> Signataire		
<b>Organisation principale :</b> Nei Investissements		

## Déclaration d'investisseurs sur les émissions de méthane dans le secteur du pétrole et du gaz



Date de lancement :	Contexte et objectifs	Actions menées en 2019 et prochaines étapes
2019	<p>L'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA) a proposé de revenir sur la réglementation portant sur les émissions de méthane en tant que GES pour l'industrie du pétrole et du gaz, une décision émanant de l'administration Trump. L'assouplissement de la réglementation sur le méthane pourrait entraîner une incertitude économique, car ces normes ont démontré qu'elles rendaient l'industrie américaine plus compétitive. Cela entraînerait également une incertitude juridique et atténuerait les mesures proactives prises par les géants de l'industrie comme Shell, BP, Exxon et Equinor.</p> <p>Les leaders de l'industrie ont déjà déclaré publiquement leur soutien à la réglementation américaine, notamment BP, Shell et Exxon. Cependant, toute l'industrie n'est pas proactive, et ce recul réglementaire est susceptible d'accroître les risques matériels pour ces entreprises en raison de l'augmentation des émissions de méthane. De plus, le gaz naturel pourrait souffrir de cette déréglementation et ne pas être perçu comme une source d'énergie à faible teneur en carbone pour l'avenir.</p> <p>L'objectif est d'amener plus de 30 entreprises pétrolières et gazières à soumettre des commentaires à l'EPA afin de soutenir la réglementation directe et de maintenir le consensus scientifique sur l'impact des émissions de méthane provenant du pétrole et du gaz, ainsi que d'inciter les associations commerciales et les groupes industriels à faire de même.</p>	
<b>Zone géographique ciblée :</b> États-Unis		En 2019, Mirova et Ostrum ont signé la déclaration qui a ensuite été rendue publique.
<b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux		
<b>Participation :</b> Signataire		
<b>Organisation principale :</b> IIGCC		



## Lobbying dans le secteur agroalimentaire

S

<b>Date de lancement :</b> 2019	<b>Contexte et objectifs</b>	<b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b>
<b>Zone géographique ciblée :</b> États-Unis	La commission Lancet sur l'obésité a récemment pris acte du consensus sur le besoin de limiter l'influence des lobbies pour que le gouvernement puisse mettre en oeuvre des politiques de santé publique. Le lobbying entrave actuellement les progrès dans ce domaine. En effet, le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Santé et des Services sociaux des États-Unis ont récemment rejeté l'avis de leur propre groupe d'experts visant à limiter la consommation de boissons sucrées et de viandes transformées malgré les preuves de leur nocivité pour la santé publique et, en partie, du fait de l'influence de l'industrie. La transparence des activités de lobbying dans ce secteur est également insuffisante pour permettre aux investisseurs d'évaluer les pratiques des entreprises.	Mirova a signé le courrier qui a été envoyé aux entreprises en août.
<b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux	C'est pourquoi l'ICCR a lancé une lettre de coalition à envoyer aux grandes entreprises du secteur de l'alimentation et des boissons pour les inciter à :	
<b>Participation :</b> Signataire	a) faire du lobbying uniquement en faveur de la santé publique (ou à défaut, ne pas en faire) et ;	
<b>Organisation principale :</b> ICCR	b) informer sur les activités de lobbying, les soutiens financiers ou l'adhésion à des organisations de lobbying.	

## Approvisionnement en viande

E

<b>Date de lancement :</b> 2019	<b>Contexte et objectifs</b>	<b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b>
<b>Zone géographique ciblée :</b> Monde	Les protéines animales ont une empreinte écologique importante dans trois domaines clés : les émissions de GES, la consommation d'eau et la dégradation des sols. Ces externalités ont un impact sur les entreprises impliquées dans l'achat et la vente de produits à base de protéines animales, notamment des risques de réputation, d'exploitation et de marché. Des analyses ont montré que même les plus grands fournisseurs de matières premières ne gèrent pas correctement ces risques. Sans une stratégie claire pour atténuer les impacts environnementaux de l'approvisionnement en viande et une approche plus prospective, les entreprises mettent en danger leur sécurité d'approvisionnement, leur croissance financière et même la sécurité alimentaire mondiale.	Des courriers ont été envoyés aux entités visées (Chipotle, Wendy's, Domino's, McDonald's, Restaurant Brands International, Yum! Brands) et des discussions auront lieu avec les entreprises.
<b>Classe d'actifs couverte :</b> Capitaux propres	Cet engagement appelle à l'élaboration d'une politique d'approvisionnement en protéines animales qui intègre ses impacts sur l'environnement, la publication d'objectifs quantitatifs assortis de délais et d'indicateurs associés pour réduire les impacts des entreprises, ainsi qu'à une publication des progrès réalisés et une analyse de scénario conforme aux recommandations de la TCFD.	
<b>Participation :</b> Signataire		
<b>Organisation principale :</b> FAIRR Network		

## Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO)

E

S



<b>Date de lancement :</b> 2018	<b>Contexte et objectifs</b>	<b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b>
<b>Zone géographique ciblée :</b> Monde	En 2015, de nombreuses organisations appuyaient une lettre, soutenue par des investisseurs mondiaux, exhortant la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) à mettre en œuvre des normes contre la déforestation, la destruction des tourbières et l'exploitation. Bien que la RSPO ait fait des progrès, il manque encore des normes claires et coercitives qui assurent le développement durable. En 2018, la norme des « Principes et critères » (P&C) de la RSPO a été soumise à un examen formel pour la première fois depuis 2013, et son prochain examen formel est prévu en 2023. Ceres a coordonné une déclaration d'investisseurs afin de combler les lacunes restantes de la norme proposée et de préconiser de solides pratiques d'audit et d'application pour s'assurer que les P&C de la RSPO soient mis en pratique comme prévu.	En 2019, Mirova a signé la déclaration et l'a rendue publique par un communiqué de presse paru le 3 avril 2019.
<b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux		
<b>Participation :</b> Contributeur		
<b>Organisation principale :</b> Ceres		

### Protéines durables



<b>Date de lancement :</b> 2016	<b>Contexte et objectifs</b>	<b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b>
<b>Statut :</b> Ouvert	L'initiative demande aux entreprises de renforcer leur communication sur la stratégie de l'entreprise, ainsi que le suivi et le compte rendu de la diversification des protéines, en mettant l'accent sur l'alignement sur un scénario de 2 °C, conformément aux recommandations de la TCFD.  La troisième phase de l'engagement en faveur des protéines durables a été soutenue par 74 investisseurs représentant plus de 5 300 milliards de dollars d'actifs combinés. Cet engagement, axé sur les fabricants et les revendeurs, a été élargi à 25 entreprises au cours de cette phase.	Les courriers d'engagement ont été envoyés aux 25 entreprises à la mi-août 2018. Entre 2018 et 2019, 22 réponses écrites ont été reçues sur les 25 entreprises cibles (soit 88 %). En outre, 9 réunions avec des entreprises ont été organisées pour discuter plus en détail de leurs réponses et de leur approche en matière de diversification des protéines.  La phase 4 de l'engagement se déroulera en 2020.
<b>Zone géographique ciblée :</b> Monde		
<b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux		
<b>Participation :</b> Signataire		
<b>Organisation principale :</b> FAIRR Network		

### Thirty Percent Coalition



<b>Date de lancement :</b> 2019	<b>Contexte et objectifs</b>	<b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b>
<b>Zone géographique ciblée :</b> États-Unis	La Thirty Percent Coalition, fondée en 2011, est pionnière dans la défense de la diversité au sein des conseils d'administration des entreprises. Sa mission est de promouvoir la diversité des sexes dans les conseils d'administration des entreprises, en tenant compte également de la race et des origines ethniques.  La diversité au sein des conseils d'administration apparaît clairement comme l'un des principaux indices d'une corrélation évidente entre cette diversité et l'amélioration de la valeur pour les actionnaires et des performances de l'entreprise.  Les investisseurs représentés par la Coalition rassemblent plus de 3 500 milliards de dollars d'actifs sous gestion et continuent à avoir un impact majeur.	Mirova a poursuivi son engagement auprès de la Coalition avec un grand nombre d'entreprises situées aux États-Unis au nom de la communauté des investisseurs plus large.  La Coalition stimule la demande grâce à des stratégies orientées vers l'action, en plaidant pour que les entreprises augmentent le nombre de femmes au sein de leurs conseils d'administration. À ce jour, des résultats clairs et identifiables ont été obtenus : à la suite des initiatives de la Coalition des investisseurs institutionnels, plus de 180 entreprises ont nommé une femme au sein de leur conseil d'administration et, dans de nombreux cas, une femme de couleur.
<b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux		
<b>Participation :</b> Contributeur		
<b>Organisation principale :</b> ONG américaine Initiative 30 %		

## Engagement pour une finance sans tabac

S

<b>Date de lancement :</b> 2019	<b>Contexte et objectifs</b>	<b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b>
<b>Zone géographique ciblée :</b> Monde	Avec sept millions de décès annuels de maladies liées au tabagisme dans le monde et un milliard de décès prévus durant ce siècle, une coopération mondiale impliquant plusieurs parties prenantes est nécessaire pour réduire l'effet dévastateur du tabac tant sur la société que sur l'environnement.	En 2019, Mirova a signé la déclaration d'investisseurs.
<b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux	Cet engagement a donc pour objectif de :	
<b>Participation :</b> Signataire	a) mettre en évidence le leadership des institutions financières qui ont mis en œuvre des politiques de financement sans tabac ; b) encourager les autres à en faire de même ; c) encourager le secteur financier à jouer un rôle actif dans la prise en compte des priorités mondiales ; d) sensibiliser les institutions financières au rôle essentiel que le secteur financier doit jouer pour contribuer à une lutte antitabac efficace ; e) « dénormaliser » les associations financières et commerciales avec l'industrie du tabac pour soutenir un monde sans tabac.	
<b>Organisation principale :</b> Nei Investissements	L'objectif est également d'encourager les institutions financières à réfléchir, puis à reconsidérer leurs relations commerciales avec l'industrie du tabac à la lumière de l'épidémie mondiale de tabagisme en passant par la transition vers des politiques de financement sans tabac et le classement du tabac comme sujet de préoccupation des entreprises en tant que produit et industrie distincts de tout autre, sans avoir un niveau de consommation sans danger et sans possibilité d'engagement efficace.	



## 6. Initiatives d'engagement dans le cadre de la plateforme des PRI

## Responsabilité en matière d'impôt sur les sociétés

G

<b>Date de lancement :</b> 2017	<b>Contexte et objectifs</b>	<b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b>
<b>Zone géographique ciblée :</b> Monde	La stratégie fiscale agressive des entreprises peut représenter une perte importante pour les pays et leur population, et avoir des répercussions négatives tant sur les finances que sur la réputation des entreprises. Une plus grande transparence des entreprises dans des domaines tels que la politique fiscale, la gouvernance et l'information financière, aiderait les investisseurs à mieux identifier ces risques. L'élan grandissant en faveur de réformes fiscales dans toutes les administrations publiques offre une excellente occasion d'amorcer un engagement de collaboration en matière d'impôt des sociétés responsable.	Divers échanges avec les entreprises se sont poursuivis en 2019.  Les entretiens téléphoniques avec Novo et Coloplast ont eu lieu en novembre 2019, tandis qu'Amazon n'a pas réagi.
<b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux	Cet engagement donne aux investisseurs l'occasion de s'engager auprès d'entreprises à haut risque afin d'améliorer la communication sur l'impôt sur le revenu des sociétés et d'encourager l'élaboration de stratégies responsables en la matière et leur mise en œuvre adaptée.	
<b>Participation :</b> Contributeur		
<b>Nombre d'engagements en tant qu'investisseur associé :</b> 2		

## Déclaration d'investisseurs sur les incendies en Amazonie

E

<p><b>Date de lancement :</b> 2019</p> <p><b>Zone géographique ciblée :</b> Brésil</p> <p><b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux</p> <p><b>Participation :</b> Signataire</p> <p><b>Organisation principale :</b> PRI_Ceres IISF</p>	<p><b>Contexte et objectifs</b></p> <p>En tant qu'investisseurs, nous considérons la déforestation et son impact sur la biodiversité et le climat comme des risques systémiques pour nos portefeuilles. La réduction de la déforestation représente pour nous une solution clé pour gérer ces risques et contribuer à des marchés financiers efficaces et durables sur le long terme. Compte tenu des risques croissants liés à la déforestation en hausse au Brésil, en Bolivie et dans d'autres pays amazoniens, nous prions instamment les entreprises de redoubler d'efforts et de communiquer clairement sur leur engagement à éliminer la déforestation dans le cadre de leurs activités et de leurs chaînes d'approvisionnement, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1- en rendant publique et en mettant en œuvre une politique de non-déforestation, spécifique aux biens de consommation, avec des engagements quantifiables, limités dans le temps et qui couvrent l'ensemble de la chaîne et des zones géographiques d'approvisionnement ;</li> <li>2- en évaluant les opérations et les chaînes d'approvisionnement en termes de risques de déforestation et en réduisant ces risques au plus bas niveau possible, ainsi qu'en communiquant ces informations au public ;</li> <li>3- en mettant en place un système transparent de contrôle et de vérification des fournisseurs en termes de respect de la politique de non-déforestation de l'entreprise ;</li> <li>4- en établissant des rapports annuels sur l'exposition au risque de déforestation et sur sa gestion, y compris sur les progrès réalisés dans le cadre de la politique de non-déforestation de l'entreprise.</li> </ol>	<p><b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b></p> <p>En 2019, Mirova a signé la déclaration.</p>
---	--	--

## Déclaration d'investisseurs sur le bétail et le soja durables

E

<p><b>Date de lancement :</b> 2017</p> <p><b>Statut :</b> Fermé</p> <p><b>Zone géographique ciblée :</b> Monde</p> <p><b>Classe d'actifs couverte :</b> Actions et taux</p> <p><b>Participation :</b> Contributeur</p> <p><b>Organisation principale :</b> Ceres &amp; PRI</p>	<p><b>Contexte et objectifs</b></p> <p>Connue auparavant sous le nom de « Déforestation, bétail et soja », l'initiative a débuté par une déclaration d'investisseurs en 2017 mettant en lumière les principaux risques liés à la déforestation, générée par l'élevage, dans la chaîne d'approvisionnement. La déforestation provoquée par les activités agricoles est une source importante d'émissions de GES du secteur, la production de soja étant la seconde matière première agricole responsable de la déforestation tropicale. À l'échelle mondiale, plus d'un million de kilomètres carrés sont maintenant consacrés à la culture du soja. Bien que nous soyons conscients du rôle crucial que jouent l'agriculture et la production de soja dans le développement économique et les revenus des agriculteurs, nous craignons également que les problèmes environnementaux et sociaux associés à la production non durable de soja n'aient des répercussions importantes sur les entreprises qui s'approvisionnent en soja.</p> <p>Nous attendons que les entreprises démontrent leur engagement à éliminer la déforestation de l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement en soja et en bétail.</p>	<p><b>Actions menées en 2019 et prochaines étapes</b></p> <p>En 2019, Mirova a signé la déclaration d'investisseurs et apporte ainsi son soutien à un dialogue ouvert avec les entreprises durant l'année.</p>
--	--	--

## Risques liés à l'eau dans les chaînes d'approvisionnement agricoles

E

**Date de lancement :**  
2018

**Zone géographique ciblée :**  
Monde

**Classe d'actifs couverte :**  
Actions et taux

**Participation :**  
Contributeur

**Contexte et objectifs**

En 2014, la première phase de l'engagement axée sur les risques liés à l'eau dans la chaîne d'approvisionnement agricole a été lancée. Elle avait pour objectifs d'améliorer à la fois la communication sur les risques liés à l'eau touchant les chaînes d'approvisionnement agricoles et les pratiques de gestion des risques dans ces filières.

La première phase de l'engagement a pris fin en 2017 avec la publication d'un indice de référence. À la suite de cet engagement, 84 % des entreprises se sont engagées à améliorer leur communication sur la gestion des risques liés à l'eau dans les chaînes d'approvisionnement agricoles. Néanmoins, il est encore possible pour les entreprises de progresser davantage.

**Actions menées en 2019 et prochaines étapes**

La phase 2, lancée en 2018 et poursuivie en 2019, s'appuie sur les résultats de la phase 1 et se concentre sur les entreprises les moins avancées. En effet, l'objectif de cette phase est d'amener leurs performances au niveau des entreprises les plus avancées. Les entreprises du secteur des aliments, des boissons, des vêtements, de la vente au détail et des produits agricoles seront encouragées à définir et à mettre en œuvre des mesures d'atténuation appropriées, et à communiquer sur les risques liés à l'eau dans les chaînes d'approvisionnement agricoles.

## III. Plaidoyer

### 1. Synthèse et chiffres clés

Le plaidoyer est mis en œuvre pour promouvoir notre vision au sein du marché de l'investissement responsable. Nous dialoguons avec les régulateurs nationaux et internationaux, ainsi qu'avec différentes organisations professionnelles du domaine de l'investissement responsable, en faveur des réglementations et des normes spécifiques propices à la finance durable.

#### OBJECTIFS

Mirova cherche à promouvoir le développement et la structuration d'un marché financier qui répond aux besoins de la société par le financement d'une économie plus durable.

Plus spécifiquement, Mirova :

- **donne** aux investisseurs les moyens d'identifier les opportunités d'investissement durable (communication des émetteurs et du secteur financier) ;
- **lève** les barrières et structure les outils pour permettre le développement d'un marché de l'investissement durable (normes et labels reconnus, de grande qualité et comparables) ;
- **renforce** l'investissement durable au sein du secteur financier (encouragement à développer et à proposer des produits financiers durables).

#### L'APPROCHE MIROVA

##### 1. Contribution aux initiatives et forums de finance durable

- Adhésion et contribution très active de Mirova au groupe d'experts de haut niveau sur la finance durable de la Commission européenne (HLEG) et aux rapports intermédiaires et finaux ; contribution au **groupe d'experts techniques européen (TEG)** conseillant la Commission européenne pour la création d'indices de référence pour le marché à faible émission de carbone
- Présidence (1er semestre 2019) et participation aux travaux de **Finance for Tomorrow**, l'initiative pour la finance verte et durable de Paris Europlace
- Contribution aux différents **forums sur la finance durable** en France, en Europe et à l'international, pour soutenir le développement d'un marché de la finance durable de qualité

##### 2. Articles, prises de position et soutien à la recherche

- Rédaction des rapports du groupe d'experts techniques de l'UE sur les critères de référence en matière de faibles émissions de carbone
- Tests des caractéristiques du projet d'**écolabel européen** et suggestions à la Commission européenne
- Réponse aux **consultations** publiques, notamment sur la réglementation européenne (taxonomie des actifs durables de l'UE, norme européenne d'obligations vertes, intégration des facteurs ESG dans les directives MiFID II, OPCVM et FIA)
- Contribution à la réflexion du marché français de l'ISR et aux besoins d'évolution du label ISR public français
- Soutien de la recherche universitaire avec une aide financière à la chaire "Énergie et prospérité"

## 2. Plaidoyer chez Mirova

À la pointe du marché européen de l'investissement responsable, Mirova s'emploie à développer la finance durable ainsi qu'un marché solide de l'investissement responsable au moyen de ses actions de lobbying et de plaidoyer. L'approche de Mirova en matière d'engagement vis-à-vis des régulateurs s'explique par sa philosophie d'investissement qui encourage des engagements fermes visant à associer création de valeurs économiques, environnementales et sociales. L'objectif premier du plaidoyer de Mirova est de contribuer au développement d'un secteur financier durable avec un impact positif sur l'environnement et sur notre société.

### MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

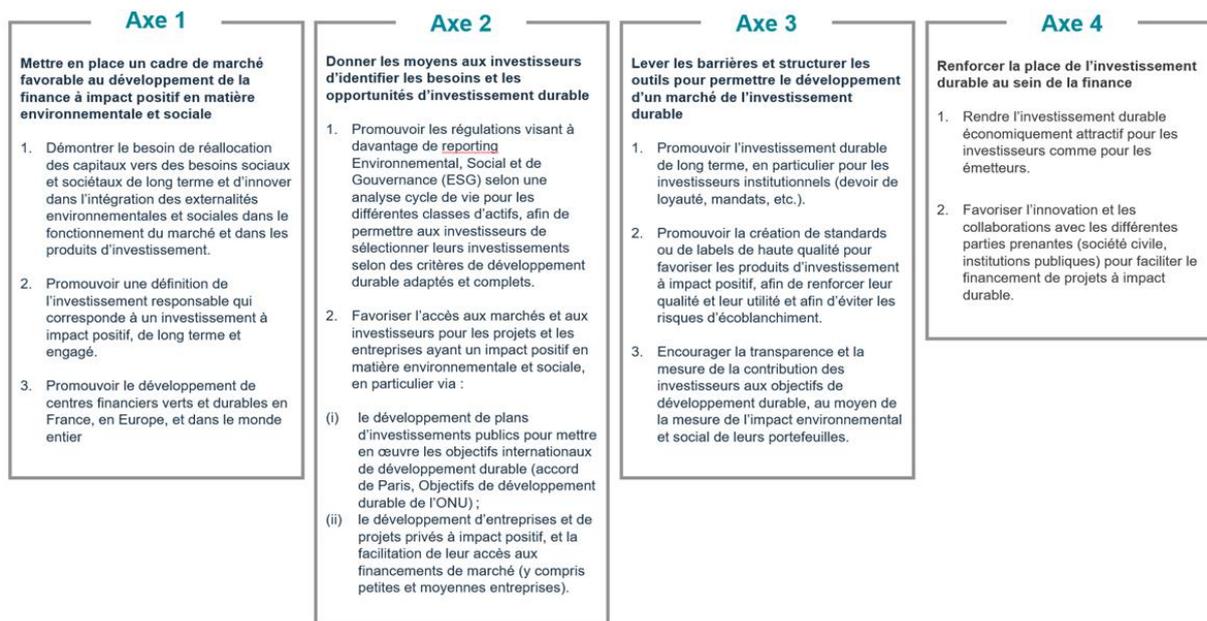
Depuis 2016, Mirova développe une stratégie de plaidoyer adaptée à sa politique d'investissement responsable visant à promouvoir un environnement réglementaire et de marché, propice au développement de la finance durable.

Elle s'appuie sur différents outils :

1. rédaction et/ou contribution à des publications spécialisées et à des rapports publics, échanges directs avec les autorités publiques et apports aux réflexions aux niveaux français, européen et international (réponses aux consultations publiques, participation aux groupes de travail, etc.) et
2. soutien aux organisations professionnelles de l'investissement responsable et à leurs objectifs, ainsi qu'à la recherche universitaire.

Mirova publie ses objectifs en matière de plaidoyer ainsi que le contenu de ses réponses aux consultations publiques sur son site internet. Mirova est inscrite au Registre de la Transparence de l'Union européenne et au Registre français de la Transparence (Répertoire des représentants d'intérêt de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique, HATPV).

**Figure 18 :** Les objectifs d'engagement de Mirova en matière de plaidoyer



Source : Mirova, 2019

### 3. Actions spécifiques menées en 2019

Conformément à notre objectif de promouvoir la finance durable et un nouveau mode de gouvernance des entreprises, Mirova soutient différentes initiatives de recherche. En 2019, Mirova a poursuivi sa participation aux réflexions des régulateurs et des acteurs du marché sur la mise en place d'outils et de cadres appropriés pour le développement d'une finance durable, avec des contributions spécifiques aux niveaux européen et français.

#### PLAN D'ACTION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE POUR LE FINANCEMENT D'UNE CROISSANCE DURABLE

En décembre 2016, la Commission européenne a annoncé la composition d'un groupe d'experts de haut niveau sur la finance durable (HLEG), qui a travaillé pendant un an sur des recommandations à destination de la Commission européenne, afin d'établir une stratégie complète de l'Union européenne en matière de finance durable. Le groupe était composé de 20 personnalités issues de la société civile, du secteur financier et du milieu universitaire. Philippe Zaouati, PDG de Mirova, a été choisi comme l'un de ces experts, confirmant le rôle de premier plan de Mirova dans la finance durable. Les recommandations du groupe ont été publiées en janvier 2018 et ont fortement inspiré le plan d'action de la Commission européenne sur le financement de la croissance durable, publié en mars 2018. Mirova a activement soutenu cette initiative et a suivi de près sa mise en œuvre par les régulateurs de l'UE.

Mirova a notamment été sélectionnée, par l'intermédiaire de son expert Manuel Coeslier, gestionnaire de portefeuille, pour contribuer au groupe d'experts techniques (TEG) de la Commission européenne sur la finance durable, afin de contribuer à la définition des caractéristiques des indices de référence à faible intensité de carbone. Plusieurs questions ont fait l'objet d'un examen attentif, en particulier pour s'assurer que le plan d'action de l'UE ne se contente pas d'éviter le « greenwashing », mais exige également que le secteur financier dans son ensemble change de comportement et soit plus transparent, et que les normes et les outils élaborés soient suffisamment pertinents pour être utilisés par les gestionnaires d'actifs et les investisseurs.

En 2019, la contribution de Mirova s'est surtout illustrée à travers deux problématiques :

1) **rédaction du projet de rapport du TEG sur les indices de référence bas carbone**, dont la version finale a été publiée en septembre 2019 et dont les conclusions ont été intégrées dans le règlement de l'UE sur les indices de référence afin de définir deux catégories d'indices bas carbone ;

2) **participation à la réflexion sur un projet d'écolabel européen pour les produits financiers** et notamment pour les fonds d'investissement : Mirova a mis en avant son expérience avec le label français Greenfin afin d'aider à définir des lignes directrices, à la fois ambitieuses et réalistes, en tenant compte des spécificités de chaque classe d'actifs. Plus spécifiquement, Mirova a effectué des tests durant l'été 2019 sur son fonds le plus vert afin d'évaluer les défis liés à la mise en œuvre de la taxonomie de l'UE et de certains seuils environnementaux à respecter.

Mirova a également contribué aux consultations publiques, en particulier sur les projets de taxonomie européenne pour les actifs verts, de norme européenne pour les obligations vertes et sur l'intégration des facteurs ESG dans plusieurs textes clés de l'UE : directives MiFID, OPCVM et FIA.

Enfin, en signant la lettre destinée aux ministres travaillant sur le plan d'action de l'UE pour une finance durable, Mirova a manifesté son soutien aux exigences suivantes portant sur la **communication en matière de critères ESG** :

- l'obligation pour tous les propriétaires d'actifs et les intermédiaires d'investissement de communiquer sur la manière dont ils prennent en compte le risque de durabilité et l'intègrent dans leurs stratégies d'investissement ou, le cas échéant, leurs conseils aux clients ;
- l'obligation de communiquer clairement sur les risques et les avantages potentiels d'une telle démarche, y compris l'effet possible sur le rendement attendu des stratégies d'investissement, au moins à un niveau qualitatif ;
- l'obligation de communiquer, en l'étayant, sur la manière dont les objectifs fixés de durabilité sont atteints.

## CONTRIBUTION À LA RÉFLEXION DU MARCHÉ FRANÇAIS ET EUROPÉEN DE L'ISR

En 2019, le conseil d'administration du Forum pour l'investissement responsable (FIR) a été renouvelé. Mirova a eu le grand honneur d'être réélue comme membre : Laurène Chenevat, responsable du plaidoyer, est également élue vice-présidente, et Ladislav Smia, responsable de la recherche ESG, devient membre suppléant. Mirova a donc été très dynamique dans toutes les activités et dans l'évolution du FIR tout au long de l'année 2019.

Ainsi, avec une vice-présidence particulièrement tournée vers les affaires européennes, Mirova a continué à représenter le FIR au conseil d'Eurosif (Forum européen pour l'investissement responsable), qui réfléchit actuellement à l'avenir de son organisation au niveau de l'UE pour promouvoir l'investissement responsable.

Mirova a également été particulièrement dynamique en contribuant à la réflexion sur l'avenir du label ISR :

- par sa participation active, au cours du printemps 2019, à l'élaboration de la position du FIR sur l'évolution du label public ISR qui doit améliorer son contenu et sa rigueur, d'une part, et sa gouvernance, d'autre part ;
- par sa réaction à la publication de la doctrine de l'Autorité des marchés financiers (AMF) sur les dénominations autorisées des fonds d'investissement responsable. Mirova a soutenu l'idée que le label ISR devrait rester la seule norme, afin de préserver la cohérence et la lisibilité du marché, et être renforcé, afin de répondre aux attentes des citoyens.

## RAPPORT CANFIN-ZAOUATI SUR LA CRÉATION DE FRANCE TRANSITION

En juillet 2018, Philippe Zaouati, directeur général de Mirova et président de Finance for Tomorrow, et Pascal Canfin, directeur exécutif France du WWF, ont été chargés de produire un rapport pour le ministre français de l'Économie, Bruno Lemaire, et pour le ministre français de l'Environnement, Nicolas Hulot (puis François de Rugy). L'objectif était d'explorer la possibilité de continuer à développer en France des instruments financiers de partage de risques (garanties, fonds propres, quasi-fonds propres...) qui permettent aux financements publics de favoriser les investissements privés et le financement du développement durable.

Ce rapport a été rédigé par deux rapporteurs, Laurene Chenevat, responsable du plaidoyer de Mirova, et Guilain Cals, économiste à l'ADEME (Agence de la transition écologique), sous la direction de Philippe Zaouati et de Pascal Canfin. Il a été officiellement présenté aux ministres et aux deux secrétaires d'État en décembre.

Le rapport soutient l'élaboration d'un plan Juncker vert à la française grâce à un budget dédié (français et européen si possible) et une meilleure collaboration de plusieurs institutions de financement public sous une marque et une initiative communes appelée « France Transition ».

Le rapport est accessible au public sur les sites internet de Finance for Tomorrow et du WWF France. En mai 2019, faisant suite aux recommandations du rapport, le Premier ministre français Édouard Philippe a annoncé la création de « France Transition Écologique », actuellement à l'étude des deux ministères en charge des finances et de l'environnement.

## PRÉSIDENTE DE FINANCE FOR TOMORROW (PARIS EUROPLACE)

En novembre 2016, Paris Europlace, l'organisation chargée de promouvoir et développer la place financière de Paris, a publié le rapport « L'initiative Finance Verte et Durable » de la Place de Paris, réalisé en partenariat avec Mirova. Ce rapport présente l'importance de la Place financière de Paris en matière de finance durable, et les actions qui peuvent être menées pour renforcer cette position. Les 15 recommandations du rapport ont donné naissance à la création de Finance for Tomorrow, l'initiative de Paris pour la finance durable. L'initiative a été présidée par Philippe Zaouati, PDG de Mirova, depuis sa création jusqu'en juin 2019, date à laquelle il a passé le relais pour la présidence. Mirova reste impliquée en codirigeant la Commission Permanente Policy, qui contribue à encourager le dialogue public-privé sur le financement durable.

## 4. Sur le plan financier

Participation aux travaux et projets en association avec différentes organisations internationales et professionnelles :

**Figure 19 : Associations et forums avec lesquels Mirova collabore**

Forums sur la finance durable, INTERNATIONAL	
CERES	Membre de CERES et du réseau d'investisseurs sur les risques climatiques. CERES est une organisation mondiale qui intervient pour inciter les entreprises à agir sur le changement climatique. Le Réseau d'investisseurs sur le risque climatique regroupe plus de 120 investisseurs institutionnels qui s'attaquent au défi du changement climatique en investissant dans des opportunités bas carbone.
PRI	Signataire des Principes pour l'Investissement Responsable visant à promouvoir les pratiques d'investissement responsable au niveau international. Mirova confirme et renouvelle son engagement envers les 6 principes. Les organisations signataires sont tenues de répondre à un questionnaire annuel et de publier un rapport de suivi.
UNEP FI	Membre du Comité d'investissement de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qui cherche à réunir le secteur financier et le PNUE. Mirova participe au groupe de travail "Positive Impact Finance".
Pacte mondial de l'ONU	La société mère de Mirova, Natixis, est signataire du Pacte mondial des Nations unies. Le Pacte mondial des Nations unies est une initiative qui encourage les entreprises à mettre en œuvre des pratiques durables et socialement responsables, ainsi qu'à rendre compte de leur réalisation.
Hong Kong Green Finance Association	La société mère de Mirova, BPCE (via le réseau des Banques Populaires) est membre de la Hong Kong Green Finance Association (HKGFA). HKGFA apporte l'expertise des institutions financières et des entreprises vertes de Hong Kong.
CPIC	Membre de la Coalition pour l'investissement privé dans la conservation, qui réunit les acteurs du secteur privé et des ONG et qui cherche à résoudre le problème du manque d'investissements dans les efforts de conservation par l'identification des investissements possibles dans ce domaine.
GIIN	Par le biais de sa filiale Althelia, Mirova est membre du Global Impact Investing Network, qui cherche à promouvoir l'investissement d'impact au niveau international.
US SIF	Membre du Forum américain pour l'investissement responsable, un groupe qui préconise le développement de l'investissement durable et responsable dans toutes les catégories d'actifs.
Forums sur la finance durable, EUROPE	
Groupe d'experts techniques sur la finance durable (TEG)	Faisant suite à la contribution de Philippe Zaouati au groupe d'experts de haut niveau de l'UE sur la finance durable, la Commission européenne a publié son plan d'action. Dans le cadre de sa mise en œuvre, Mirova a de nouveau été sélectionnée par son expert Manuel Coeslier, gestionnaire de portefeuille, pour contribuer au groupe d'experts techniques (TEG) de la Commission européenne sur la finance durable, afin d'aider à définir les caractéristiques des indices de référence à faible teneur en carbone.
EUROSIF	Le responsable des politiques et du plaidoyer de Mirova représente le Forum pour l'investissement responsable au conseil d'administration d'EUROSIF, forum européen pour l'investissement responsable.
SIF Espagne	Membre du Spainsif, une association visant à promouvoir l'investissement durable et responsable en Espagne, dont la principale mission est d'encourager l'intégration de critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance dans les politiques d'investissement.
SIF Italie	Membre du Forum italien pour l'investissement durable, qui a pour mission de promouvoir la sensibilisation et les stratégies liées aux investissements durables, dans le but d'encourager l'intégration de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les produits et processus financiers.
SIF Royaume-Uni	Membre de l'UKSIF, qui est le réseau britannique pour des services financiers durables et responsables.
EVPA	Membre de l'European Venture Philanthropy Association (EVPA), une initiative regroupant des organisations intéressées par le « capital-risque philanthropique » (la Venture Philanthropy) et par l'investissement social à travers l'Europe.
Forums sur la finance durable, FRANCE	
Comité du label ISR	Le label ISR est un label d'investissement français qui offre aux épargnants et aux investisseurs une plus grande clarté sur les fonds d'investissement socialement responsables. Le comité est chargé d'assurer le bon fonctionnement du label et son évolution.
Paris Europlace Finance For Tomorrow	Membre de Finance for Tomorrow. Paris Europlace est une association française dont l'objet est de promouvoir et de développer la ville de Paris en tant que centre international de la finance. À travers l'initiative « Finance Verte et Durable », le groupe travaille activement en faveur du développement de la finance durable en France.
FIR	Membre du Forum pour l'investissement responsable. Mirova est membre du conseil d'administration du FIR (vice-président) et du comité de recherche.
AFG	Membre de l'Association française de la gestion financière, qui regroupe les acteurs du secteur français de la gestion d'actifs et défend leurs intérêts. L'association se consacre également à la promotion des critères ESG à travers le travail d'un comité dédié dont Mirova est membre.
FINANSOL	Membre de Finansol, une association qui travaille à la promotion, la défense et l'analyse de la finance solidaire en France.
Obligations vertes	
ICMA-GBP	Membre des Principes applicables aux obligations vertes (Green Bond Principles). Mirova participe au comité exécutif du groupe et copréside le groupe de travail sur les obligations sociales. Mirova fait également partie du groupe de travail sur les indicateurs d'impact.
CBI	Membre de l'initiative pour les obligations climat (Climate Bonds Initiative), une organisation qui cherche à développer le marché des obligations vertes afin de réduire le coût du capital pour les projets de lutte contre le changement climatique.
Investissements non cotés	



<b>GRESB</b>	Membre du Global Real Estate Sustainability Benchmark, une association mondiale qui fournit à ses membres des données extrafinancières afin d'évaluer correctement les biens immobiliers et les infrastructures.
<b>France Invest</b>	Membre de l'Association française des investisseurs pour la croissance, un groupe qui met en relation les gestionnaires d'actifs français. Les membres de France Invest sont activement engagés dans le financement de la croissance locale en France par le biais des investissements dans les PME.
<b>Investissements bas carbone</b>	
<b>CDP</b>	Signataire, par l'intermédiaire de Natixis, du Carbon Disclosure Project, qui vise à améliorer la qualité des informations sur le carbone/climat publiées par les émetteurs.
<b>IETA</b>	Par l'intermédiaire de sa filiale Althelia, Mirova est membre de l'Association internationale pour l'échange de droits d'émission (IETA), une association à but non lucratif créée en 1999 pour servir les entreprises engagées dans des solutions de marché pour lutter contre le changement climatique.
<b>ICROA</b>	Par l'intermédiaire de sa filiale Althelia, Mirova est membre de l'International Carbon Reduction and Offset Alliance (ICROA), une organisation à but non lucratif composée des principaux fournisseurs de réduction et de compensation du carbone sur le marché du carbone volontaire.
<b>Plateforme pour l'Insetting</b>	La plateforme rassemble les entreprises qui partagent une même approche visant un équilibre entre l'entreprise et l'écosystème dont elle dépend via des programmes environnementaux, la transparence, une méthodologie rigoureuse et le partage d'informations. Mirova est membre de la plateforme par l'intermédiaire de la filiale Althelia.
<b>Initiatives en matière de capital naturel et de la biodiversité</b>	
<b>CDC biodiversité B4B+</b>	Membre du Club CDC Biodiversité B4B+, qui souhaite construire et expérimenter le Global Biodiversity Score, une méthodologie de mesure de l'empreinte biodiversité.
<b>Act4Nature</b>	Membre d'Act4Nature, une plateforme européenne dédiée à la préservation de la biodiversité et du capital naturel. Les membres de cette plateforme prennent des mesures concrètes pour contribuer à la protection des paysages, de la biodiversité, des sols et des ressources marines.
<b>Alliance pour la préservation des forêts tropicales</b>	Par l'intermédiaire de sa filiale Althelia, Mirova est membre de l'Alliance pour la préservation des forêts tropicales, une plateforme de partenariat multipartite qui soutient la mise en œuvre des engagements du secteur privé visant à éliminer la déforestation liée à l'huile de palme, au bœuf, au soja et à la pâte à papier de leurs chaînes d'approvisionnement.

Source : Mirova, 2019

## 5. Soutien aux chaires universitaires

La chaire « Théorie de l'entreprise : modèles de gouvernance & création collective » dirigée par Blanche Segrestin au Centre de Gestion scientifique de Mines ParisTech dont les travaux de recherche portent essentiellement sur une conception de l'entreprise comme création collective et sur le renouvellement de modèles et de mécanismes pour une gouvernance équitable et solidaire. Mirova est associée aux articles de recherche publiés par les étudiants de la chaire sur les sujets de gouvernance. Depuis octobre 2015, la chaire s'est dotée d'un nouveau champ de recherche portant sur l'engagement actionnarial.

Ces travaux ont déjà donné lieu à des publications telles que :

- Refonder l'entreprise (B. Segrestin et A. Hatchuel, 2012) qui a reçu plusieurs prix, dont le Prix Syntec 2013 pour le meilleur ouvrage de recherche appliquée en management,
- L'entreprise, point aveugle du savoir (codirigé par B. Segrestin, B. Roger et S. Vernac) et
- La Société à Objet Social Étendu, un nouveau statut pour l'entreprise (B. Segrestin, K. Levillain, S. Vernac, A. Hatchuel, 2015).

## PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ YALE

En 2018, Mirova a établi un partenariat avec l'université Yale dans le domaine de la finance durable. Cette initiative a pour objectif de réunir les écoles de droit, de commerce et de l'environnement, et de fournir aux investisseurs et aux entreprises une carte des « points chauds » environnementaux pour une meilleure évaluation environnementale, en mettant l'accent sur la qualité des données. Trois projets différents ont déjà été identifiés.

Projet 1 : mesurer l'impact environnemental et social des entreprises et des investissements à l'échelle locale (ex. : émissions de CO2, consommation d'eau, etc.). Ce projet comprend un modèle d'entrées/sorties de données et un rapport sur les ressources disponibles pour

cartographier les impacts des entreprises. La méthodologie est tirée de l'évaluation sur le cycle de vie de l'impact social du produit (Product Social Impact Life Cycle Assessment, PSILCA) et est appliquée à l'impact environnemental. L'objectif est d'aider les entreprises dans leur contrôle préalable et les investisseurs dans leur activité d'engagement.

Projet 2 : recherche sur les applications de l'apprentissage automatique et du « traitement du langage naturel » dans l'analyse ESG. Ce projet cherche à répondre aux questions suivantes : Quel en est l'impact ? L'information est-elle pertinente ? Est-elle biaisée ?

Projet 3 : réalisé en collaboration avec l'OCDE, ce projet mettra l'accent sur la définition de critères pour un indice qui calculera dans quelle mesure les investissements en fonds propres s'alignent sur les ODD et examinera différents pays et secteurs d'investissement.

## PROMOUVOIR NOTRE VISION DE LA FINANCE DURABLE AUX ÉTATS-UNIS

Après la création de la filiale Mirova US en avril 2019, Mirova reste active sur le marché d'investissement responsable aux États-Unis et participe aux conférences et aux initiatives de finance durable en s'exprimant lors des panels, dans des universités, lors des événements en entreprise, etc. L'année dernière, nous avons profité de notre expertise sur le marché européen pour exposer au Forum pour l'investissement responsable américain (US SIF) nos perspectives et notre engagement dans le cadre du Plan d'action européen pour une finance durable. Parallèlement, à l'occasion d'un grand nombre d'événements nous avons fait part de notre expérience d'intégration des indicateurs climat dans le processus d'investissement pour parler à la fois des risques et des opportunités liés au climat. En outre, nous avons régulièrement communiqué sur notre philosophie afin de faire comprendre ce qu'est un investisseur responsable aux yeux de Mirova.

# Annexes

## 1. Processus d'engagement individuel

Les actions d'engagement conduites par les équipes de Mirova sont menées sur les valeurs du périmètre « core » et pour le compte des clients de Mirova ayant choisi de participer à la stratégie d'engagement. Elles s'appuient sur les évaluations ESG des émetteurs ou des projets et sur l'analyse des résolutions menée par l'équipe de recherche en investissement responsable de Mirova.

Le processus d'engagement déployé dans le cadre de l'analyse ESG des entreprises se déroule en deux phases distinctes : évaluation ESG et dialogue. L'exercice des droits de vote se déroule en trois phases : communication de la politique de vote, dialogue et analyse des résolutions. Mirova a également élaboré des processus d'engagement spécifiques sur les obligations environnementales et sociales, ainsi que sur les infrastructures.

### *Moyens d'engagement privilégiés*

Le dialogue direct est le moyen privilégié par Mirova dans le cadre de l'engagement continu. Il est accompagné de courriers et de courriels adressés aux différents interlocuteurs de l'entreprise les informant des axes d'amélioration possibles et des actions attendues pour améliorer les pratiques ESG.

## PROCESSUS DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION ESG DES ENTREPRISES

### **Phase 1 : Évaluation des pratiques ESG**

Tout au long de l'année, les équipes de recherche de Mirova réalisent un suivi régulier de la qualité des pratiques ESG des sociétés « core » en s'appuyant sur diverses sources d'informations :

- données publiquement disponibles (rapports annuels sur le développement durable, recherche universitaire, rapports des Nations unies, suivi des actualités, etc.)
- échanges réguliers avec différentes parties prenantes (entreprises, syndicats, ONG, communauté scientifique), et
- recherche externe (courtiers financiers et extrafinanciers, agences de notation extrafinancière, mandataires).

Ce suivi permet d'actualiser notre opinion ESG des entreprises, d'enrichir l'analyse des résolutions avant l'exercice des droits de vote et d'identifier les pistes d'amélioration des pratiques au regard de l'évolution positive constante des normes et des dispositions réglementaires.

### **Phase 2 : Dialogue**

Dans le cadre du processus d'évaluation des pratiques ESG, les équipes de recherche de Mirova prennent contact avec les entreprises en vue de mieux appréhender les risques et les opportunités liés aux enjeux de développement durable auxquels ces entreprises sont exposées. L'équipe de Mirova cherche à les engager sur leur politique RSE et sur la qualité de leurs pratiques de gouvernance.

À l'issue de ces échanges et de la finalisation de l'évaluation RSE, les analystes envoient un courrier à l'entreprise mettant en lumière les principales pistes d'amélioration identifiées.

Les analystes entretiennent par ailleurs un contact permanent avec ces entreprises et rencontrent régulièrement les différents interlocuteurs concernés afin de suivre les évolutions

et rappeler nos attentes en matière de bonnes pratiques. Ces échanges peuvent devenir publics si des pratiques importantes se révèlent insuffisantes.

Grâce à ce suivi continu, les équipes de Mirova sont à même d'anticiper les risques futurs et d'identifier les situations « complexes » nécessitant une activité d'engagement ciblée. Les évaluations ESG peuvent être affectées positivement ou négativement par les résultats de ces processus d'engagement.

## DÉMARCHE D'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE L'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Pour les principales positions de Mirova et de ses clients, un processus d'engagement spécifique est mis en œuvre en amont des assemblées générales afin d'encourager les entreprises à faire évoluer leurs pratiques. C'est également l'occasion de faire le point sur la mise en œuvre des axes d'amélioration identifiés au cours du dialogue mené en dehors de la campagne de vote, et de suivre l'évolution des pratiques des entreprises.

Le processus d'engagement se déroule en 3 phases :

### Phase 1. Diffusion de la politique de vote

En amont de la campagne de vote, Mirova adresse sa politique de vote à l'ensemble des sociétés de l'univers « core », composée de ses principales positions et de celles de ses clients, afin de les informer des principes de vote et d'anticiper le dialogue sur les sujets qui seront soumis à l'assemblée générale.

### Phase 2. Dialogue

Préalablement à l'exercice du vote, le pôle « Vote et Gouvernance » de Mirova analyse les résolutions et identifie les sujets d'engagement de Mirova pour chacune des entreprises, en s'appuyant sur diverses sources d'informations : les publications par les entreprises, les analyses des agences de conseil en vote et de notation, ainsi que les analyses des courtiers et des équipes de recherche extrafinancière.

À l'initiative du pôle « Vote et Engagement » ou à la demande de la société, un dialogue est établi sur les enjeux clés de gouvernance identifiés par Mirova, ainsi que sur les enjeux environnementaux et sociaux identifiés lors de l'évaluation ESG.

Ce dialogue se traduit par des réunions physiques ou téléphoniques et des échanges de courriers électroniques, ce qui permet au pôle « Vote et Gouvernance » d'interagir avec des interlocuteurs variés, des responsables des relations avec des investisseurs aux présidents de conseil, en passant par des responsables juridiques et de gouvernance.

### Phase 3. Analyse des résolutions

À l'issue du processus de dialogue, les équipes de recherche émettent une recommandation en fonction du niveau d'atteinte des objectifs de l'engagement.

- Si les objectifs de l'engagement sont atteints, une recommandation de vote positive sera émise et le processus d'engagement prend fin.
- Si les objectifs ne sont que partiellement atteints, une recommandation de vote positive sera émise et le processus d'engagement se poursuivra après l'assemblée générale.
- En cas d'échec du processus d'engagement, une recommandation de vote négative sera formulée accompagnée d'objectifs pour un engagement plus poussé.

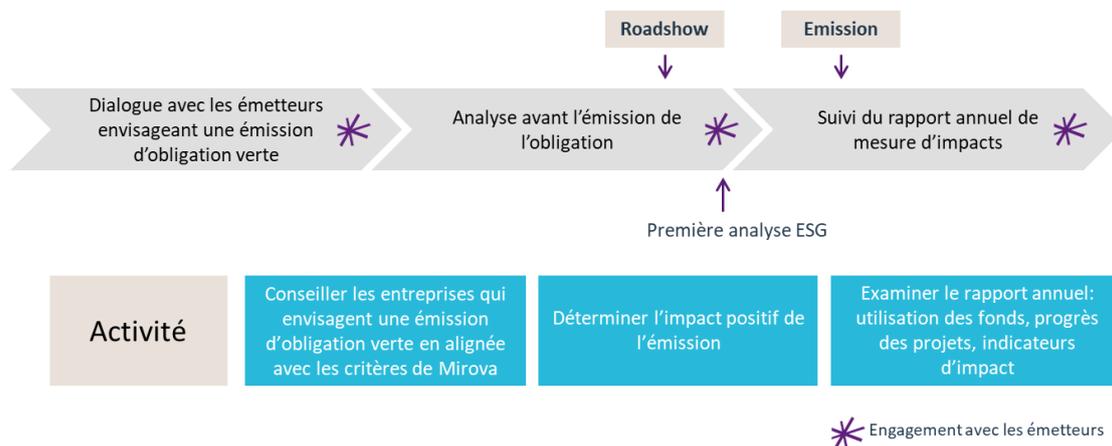
Pour les clients ayant délégué l'exercice de leurs droits de vote à Mirova, les équipes établiront les recommandations et les règles d'engagement conformément aux règles de vote définies avec le client en amont.

Pour les clients ayant confié l'exécution de leur politique de vote et d'engagement de gouvernance à un prestataire de conseil en vote (« agence de conseil en vote »), les équipes de Mirova communiqueront les résultats du dialogue et leurs recommandations de vote, qui peuvent aider les clients dans leur vote.

En fin de processus, les analystes informent les entreprises du vote de Mirova, en précisant quelles mesures prises ou annoncées par l'entreprise ont été jugées satisfaisantes, et fournissent une liste des points clés à améliorer.

## PROCESSUS DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION DES OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

**Figure 20 : Étapes des actions d'engagement**



Source: Mirova, 2019

Afin de mieux structurer ce marché encore jeune, les équipes de Mirova s'attachent à engager un dialogue soutenu avec les émetteurs actuels et potentiels d'obligations vertes et sociales.

Nous menons nos actions d'engagement en trois phases :

### Phase 1. Engagement auprès d'entreprises qui envisagent d'émettre des obligations durables

Mirova participe régulièrement à des conférences et à des rencontres visant à engager le dialogue avec des émetteurs n'ayant pas encore émis d'obligations vertes ou sociales, afin de les encourager dans cette voie. Pour les émetteurs qui ont un projet d'émission à moyen terme, Mirova les incite à correspondre aux normes les plus élevées en termes de transparence et de clarté de l'utilisation des fonds.

### Phase 2. Engagement avant/au moment de l'émission

Toutes les émissions d'obligations environnementales et sociales dans lesquelles Mirova envisage d'investir sont analysées par les équipes de recherche. Dans le cadre du processus d'évaluation, les équipes de recherche de Mirova sont en contact avec les émetteurs pour mieux appréhender les risques auxquels ils sont exposés ainsi que les opportunités que présente l'émission de leur obligation. Il s'agit également d'un moment important au cours duquel Mirova peut inciter l'émetteur à améliorer la qualité environnementale et sociale de l'obligation, notamment en matière de rapports sur la transparence et sur l'impact.

### Phase 3. Engagement au moment du rapport annuel

La transparence étant un élément particulièrement important pour assurer l'intégrité des obligations environnementales et sociales, les équipes de Mirova examinent systématiquement les rapports annuels des obligations de son portefeuille.

Les évaluations ESG peuvent être influencées par les résultats de cette activité d'engagement à la suite d'échanges avec l'émetteur et d'un examen des rapports.

## 2. Objectifs de développement durable

- |   |  |
|---|--|
|    | 1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde  |
|    | 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable   |
|    | 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge  |
|    | 4. Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie  |
|    | 5. Égalité des genres : parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles  |
|    | 6. Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable  |
|   | 7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable   |
|  | 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous  |
|  | 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation   |
|  | 10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre  |
|  | 11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables  |
|  | 12. Établir des modes de consommation et de production durables  |
|  | 13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions  |
|  | 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable   |
|  | 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité |
|  | 16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous  |
|  | 17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser   |

## Mentions légales

Cette présentation est un document non contractuel à caractère purement informatif.

Le présent document ne constitue ni ne fait partie d'aucune offre, sollicitation ou recommandation d'achat, de cession ou de souscription d'actions émises ou à émettre par les fonds gérés par la société de gestion Mirova. Les services visés ne prennent en compte aucun objectif d'investissement, situation financière ou besoin spécifique d'un destinataire en particulier. Mirova ne saurait être tenue pour responsable des pertes financières ou d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans cette présentation et n'assume aucune prestation de conseil, notamment en matière de services d'investissement.

L'information contenue dans ce document est fondée sur les circonstances, intentions et orientations actuelles et peut être amenée à être modifiée. Bien que Mirova ait pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier que les informations contenues dans cette présentation sont issues de sources fiables, plusieurs de ces informations sont issues de sources publiques et/ou ont été fournies ou préparées par des tiers. Mirova ne porte aucune responsabilité concernant les descriptions et résumés figurant dans ce document. Mirova ne s'engage en aucune manière à garantir la validité, l'exactitude, la pérennité ou l'exhaustivité de l'information mentionnée ou induite dans ce document ou toute autre information fournie en rapport avec le fonds. Les destinataires doivent en outre noter que cette présentation contient des informations prospectives, délivrées à la date de cette présentation. Mirova ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser toute information prospective, que ce soit en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou pour toute autre raison. Mirova se réserve le droit de modifier ou de retirer ces informations à tout moment, sans préavis.

Les informations contenues dans ce document sont la propriété de Mirova. La distribution, possession ou la remise de cette présentation dans ou à partir de certaines juridictions peut être limitée ou interdite par la loi. Chaque destinataire devra s'assurer qu'il/elle est en règle avec ces limitations et interdictions.

Document non contractuel, publié en avril 2020.

## **MIROVA**

Société de gestion — Société de gestion de portefeuille — Société Anonyme  
RCS Paris n° 394 648 216 - Agrément AMF n° GP 02-014  
59, Avenue Pierre Mendès France — 75013 — Paris  
Mirova est une filiale de Natixis Investment Managers

## **Natixis Investment Managers**

Société de gestion de portefeuille - Société Anonyme  
RCS Paris n° 329 952 681  
43, Avenue Pierre Mendès France — 75013 — Paris  
Natixis Investment Managers est une filiale de Natixis.

## **Natixis Investment Managers International, S.A.**

Société de gestion — Société de gestion de portefeuille - Société Anonyme  
RCS Paris n° 329 450 738 - Agrément AMF n° GP 90-009  
43, Avenue Pierre Mendès France — 75013 — Paris

## **MIROVA U.S., LLC**

888 Boylston Street, Boston, MA 02199 ; Tél : +1 212-632-2803  
Mirova U.S., LLC (Mirova US) est un conseiller en investissement situé aux États-Unis et détenu en totalité par Mirova. Mirova opère aux États-Unis par le biais de Mirova US. Mirova US et Mirova ont conclu un accord selon lequel Mirova fournit à Mirova US son expertise en matière d'investissement et de recherche. Mirova US combine sa propre expertise et celle de Mirova lorsqu'elle fournit des conseils à ses clients.